



# MIX Microfinance World: Analyse de la Microfinance et rapport comparatif dans le monde Arabe en 2010



## I. Introduction

Le monde arabe continue à être un «bijou à l'état brut» avec une forte croissance, une haute qualité de portefeuille, et des rendements supérieurs à la moyenne. Néanmoins, dans cette région le financement provenant d'investisseurs continue d'être modeste comparé à d'autres régions du monde. Une raison évidente est l'absence de réglementations appropriées qui favoriseraient un plus grand investissement dans le secteur. Ce rapport met en évidence certains des progrès réalisés dans le domaine de la réforme de la réglementation qui devrait permettre à la région de briller avec plus d'éclat et d'attirer un plus grand nombre d'investisseurs dans les années à venir.

L'édition 2010 du Rapport Comparatif Moyen Orient Afrique du Nord (abrégé MENA pour *Middle East and North Africa*) présente les dernières tendances régionales fondées sur un échantillon de 37 IMF de 7 pays (Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Tunisie et Yémen) ainsi que les développements les plus récents de 55 IMF arabes venant de 9 pays (Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen).

En outre, pour la première fois dans cette série de rapports, une session sur les indicateurs de performance sociale a été inclus. Elle met en lumière le niveau d'avancement des IMF dans la transformation de leurs missions sociales en résultats mesurables dans la région ainsi que la mise en place des politiques et des procédures pour gérer la performance sociale.

## II. Aperçu Macroéconomique

La région MENA est diversifiée tant en termes de dotations humaines et naturelles. La croissance économique et la distribution de la richesse au niveau régionale varient considérablement d'un pays à l'autre, comme illustré dans le tableau 1 ci-dessous. Selon la classification de la Banque Mondiale des pays par tranches de revenus<sup>1</sup>, la majorité des pays arabes appartiennent aux catégories moyen et faible revenus, à l'exception de quelques-uns des pays riches en pétrole appartenant au Conseil de Coopération du Golfe (CCG).

<sup>1</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Bureau régional pour les États arabes (BREA), "Les défis du développement pour la région arabe: Une approche du développement humain", tome 1, 2009.

Dans la région, le Liban se démarque avec les taux de croissance annuels du PIB et du revenu national brut (RNB) par habitant les plus élevés. Pour les pays à revenu faible ou moyen, la Tunisie et le Maroc ont enregistré la plus forte croissance du PIB, mais ont aussi montré des inégalités de revenu élevées. Le Yémen et le Soudan, deux pays à faible revenu, ont connu une croissance du PIB d'environ 4 pour cent, mais continuent d'enregistrer une forte incidence de la pauvreté.

Tableau 1: Indicateurs Macroéconomiques par Pays au Moyen Orient

	Population (millions)	Population sous le seuil de pauvreté (%)*	Indice de Gini <sup>2</sup>	RNB moyen par habitant, PPP (\$)	Croissance du PIB (annuel %)
Egypte	83	16.7%	32.1	\$ 5,690	4.7%
Jordanie	6	14.2%	37.7	\$ 5,840	2.8%
Iraq	31	NA	NA	\$ 3,340	4.2%
Liban	4	NA	NA	\$ 13,230	8.0%
Maroc	32	NA	40.9	\$ 4,450	5.0%
Palestine**	4	NA	NA	NA	NA
Soudan	42	NA	NA	\$ 2,000	4.0%
Syrie	21	NA	NA	\$ 4,620	4.0%
Tunisie	10	7.6%	40.8	\$ 7,820	3.1%
Yémen	24	41.8%	37.7	\$ 2,340	3.8%

\* Les données se réfèrent aux données disponibles les plus récentes entre 2000 et 2009. \*\*Les chiffres pour la Palestine se réfèrent à la Cisjordanie et à Gaza uniquement.

Source: Rapport de la Banque Mondiale sur les indicateurs de développement et le développement humain en 2009

## III. Aperçu du Marché

- **Un marché mature qui a maintenu ses investissements dans son infrastructure humaine et matérielle**
- **Un environnement réglementaire en constante évolution**

### Caractéristiques Régionales

Bien que la région MENA représente le deuxième plus jeune secteur de la microfinance dans le monde (à la suite de l'Europe de l'Est et Asie Mineure), il a montré

<sup>2</sup> L'indice de Gini est compris entre 0 et 100. Une valeur de 0 représente une égalité absolue et 100 l'inégalité absolue.

des signes de maturité ces dernières années, caractérisés par les évolutions suivantes:

- Une diversité accrue des prestataires de services financiers (banques, banques de microfinance, Institutions Financières Non Bancaires, sociétés de service, et ONG)
- Des taux de pénétration supérieur
- Un plus grand nombre de départements des ressources humaines expérimentés
- Une amélioration des systèmes de risque-crédit
- Une prolifération des prestataires de service non financiers au niveau méso et des infrastructures de soutien (telles que: services de développement commerciaux, bureaux de crédit, agences de notation, réseaux régionaux et nationaux)
- L'introduction de cadres juridiques et réglementaires et
- Un niveau de commercialisation plus élevé avec un financement moins dépendant des bailleurs de fonds

Comme illustré dans le tableau 2, nonobstant le facteur de l'âge, la région dispose de la base d'actifs médiane la plus élevée comparée à d'autres régions du monde ainsi que des infrastructures et des effectifs comparables à ceux des marchés plus matures de l'Amérique Latine et de l'Afrique.

**Tableau 3: Caractéristiques Institutionnelles par Région (2009)**

	MENA	AL	ECAM	Afrique	Asie
Age	10	13	9	11.5	14
Actifs	9,966,395	8,989,570	5,581,701	7,800,925	7,996,328
Bureaux	10	8.5	6.5	12	19
Personnel	110	90.5	38	124	176

Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

Toutefois, au sein de la région les marchés de la microfinance sont à différents stades de développement avec le Maroc, l'Égypte, la Jordanie et le Yémen présentant des niveaux de maturité plus élevés que les jeunes marchés d'Irak, du Soudan et de Syrie. Le Maroc, en particulier, se distingue comme le marché de la microfinance le plus mature de la région avec les niveaux d'infrastructures les plus hauts en termes de dotation en personnel et des réseaux de succursales et la plus grande base de l'actif et du portefeuille de prêts. En outre, le marché marocain a été parmi les premiers dans la région à introduire une loi réglementant le secteur en 2000.

Bien que la grande majorité des IMF de la région soient des ONG à but non lucratif, deux IMF en Égypte, Reefy et Tanmeyah<sup>3</sup>, opèrent désormais sous un modèle de société de services à but lucratif où ils agissent comme agents de banques locales du secteur privé qui désirent atteindre le marché de la microfinance. Au Yémen, la création de banques spécialisées sert également de complément aux ONG à but non lucratif établies de longue date et offrant des services de microfinance dans le pays. Au Liban, qui a l'un des secteurs bancaires les plus avancés de la région, les banques commerciales offrent des produits et services de microfinance depuis des années, que ce soit par des alliances stratégiques avec des IMF ou en fournissant directement des prêts adaptés aux micro-entrepreneurs.

### Méthodologies de Prêts

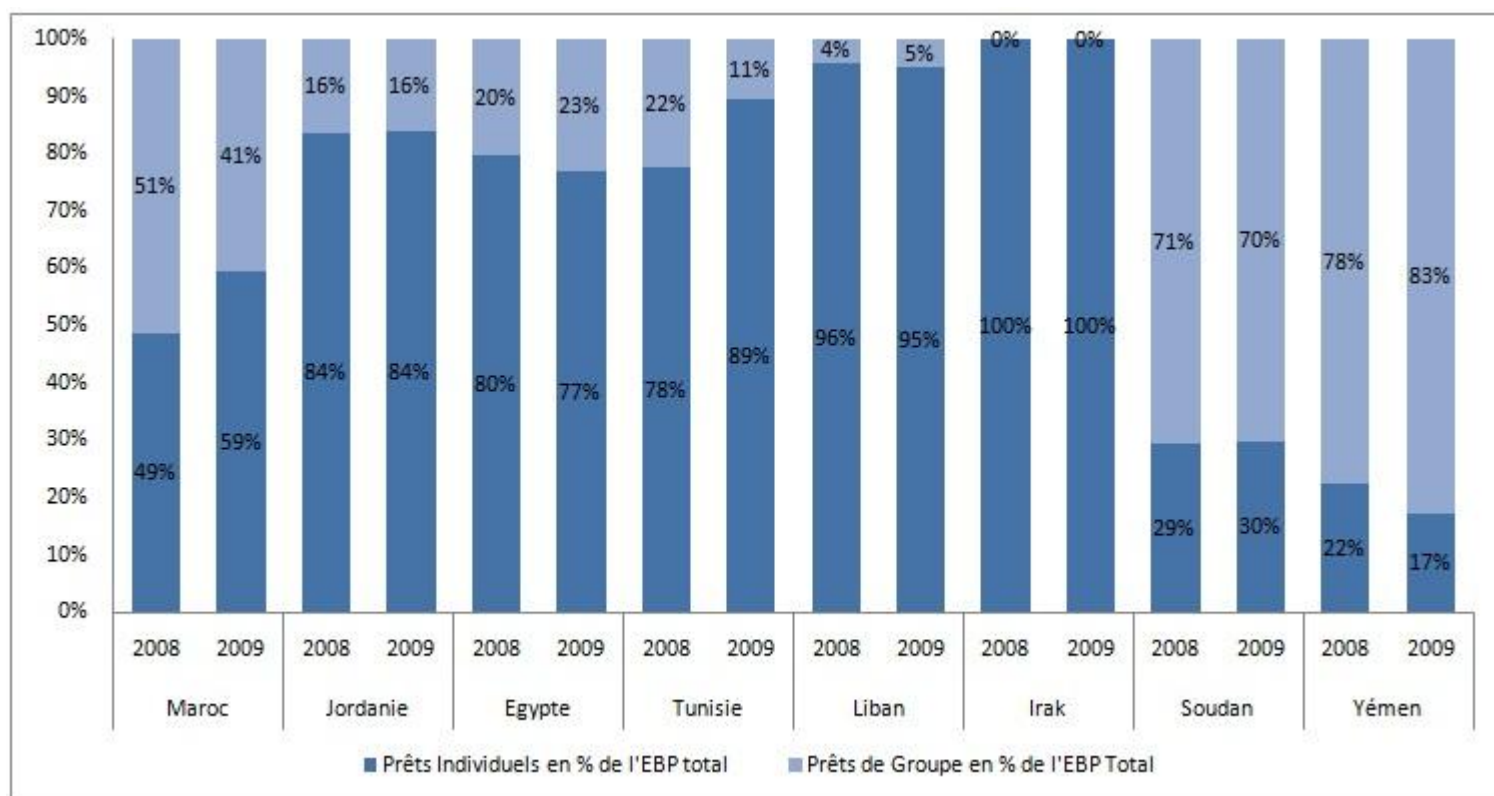
Les IMF arabes offrent des crédits à leurs clients en utilisant deux méthodes spécifiques de prêt, à savoir les prêts solidaires et prêts individuels. Le choix d'une méthodologie par une IMF est souvent sujet à un certain nombre de facteurs, dont la mission sociale de l'IMF, les canaux de distribution disponibles, les prix des produits et facteurs de risque et les besoins des clients. Similairement à d'autres régions du monde au cours des dernières années, les IMF arabes ont accordé plus de crédit à travers la méthodologie de prêts individuels. Malgré l'existence d'une offre supérieure de prêts de groupe dans le passé, servant généralement des femmes disposant de petites entreprises autonomes, la figure 1 montre que les IMF arabes tournent de plus en plus leur attention vers les micro-entrepreneurs plus établis, visant l'extrémité supérieure du marché.

La majorité des marchés de la région ont maintenu ou augmenté leurs portefeuilles de prêts individuels en 2009, à l'exception du Yémen. D'autre part, les portefeuilles de prêts de groupe ont continué à augmenter dans les marchés les plus jeunes (Soudan et Yémen). Il est à noter que le marché égyptien a connu la plus forte croissance du portefeuille de prêts de groupe dans la région (48 pour cent d'augmentation par rapport à 2008), confirmant l'engagement du marché à servir les segments de clientèle les plus bas.

Comme preuve supplémentaire, la figure 2 montre que le marché égyptien a vu le pourcentage de femmes emprunteurs (recourant généralement aux prêts de groupe et qui appartiennent à des segments de revenu inférieurs du marché) augmenter en 2009 tandis que le solde moyen des prêts en pourcentage du RNB par habitant a diminué, signifiant une pénétration plus profonde à l'extrémité inférieure du marché. D'autre part, le marché jordanien a vu un net changement d'orientation de la méthodologie de prêt de groupe vers celle de prêts individuels qui est dominée par les hommes et caractérisée par un solde moyen des prêts plus élevé.

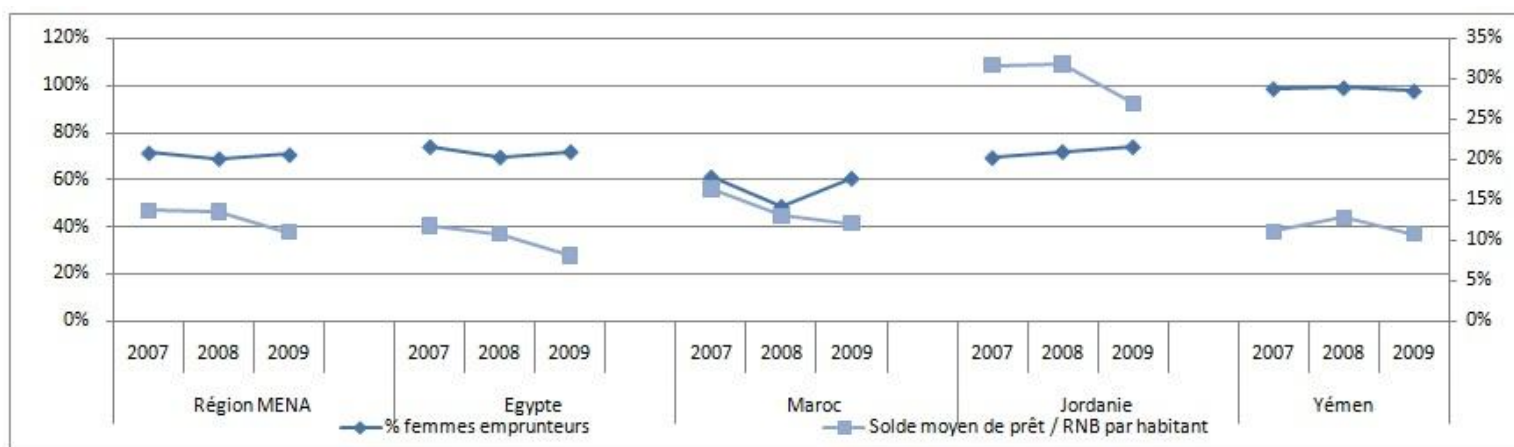
<sup>3</sup> Les données de ces deux IMF n'ont pas été fournies et ne font donc pas partie du rapport.

**Figure 1: Répartition des EBP par méthodologie des prêts (2008-2009)**



Source: MIX Market 2007-2009.

**Figure 2: Pourcentage de femmes emprunteurs et solde moyen de prêt / RNB par habitant dans la région arabe**



Source: MIX Market 2007-2009.

Les résultats sont des médianes et proviennent de données issues de 37 IMF ayant fourni des informations pour la période 2007-2009

### Jabal Al Hoss

Le programme syrien "Jabal Al-Hoss Projet de développement agricole" fournit des prêts de microfinance à travers la méthodologie innovante appelée Sanduq. Sanduq est le terme arabe pour un fonds et se réfère ici à une institution de microfinance qui est détenue, gérée, et dirigée par ses membres. Le sanduq est une version améliorée d'une association d'épargne et de crédit fondée sur les principes de «l'autosuffisance, l'autonomie, la durabilité et l'assistance aux pauvres » et cible principalement les petits agriculteurs, les bergers, les femmes rurales, et les ruraux pauvres en général. Le programme a été initialement créé et financé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et est soutenu techniquement par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

Les principales caractéristiques de la méthodologie sanduq comprennent: (1) l'adhésion obligatoire (un client doit s'acquitter d'une contribution de membre avant d'être admis à emprunter), (2) un membre peut emprunter auprès d'une sanduq même si il/elle n'y détient pas d'épargne; (3) tous les membres (peu importe qu'ils soient ou non des emprunteurs actifs) ont le droit de recevoir des dividendes annuels en fonction de leurs contributions au ressources du sanduq, et (4) chaque sanduq nécessite une mise de fonds au cours de ses deux premières années, Cette somme est remboursé au gouvernement sans intérêt. Des Micro start-ups sont autofinancées par le capital social des membres, à partir duquel de petits prêts sont accordés pour une durée maximum de trois mois. Des fonds supplémentaires peuvent être fournis à la microentreprise en fonction de son bon fonctionnement et de ses antécédents de remboursement. Dans le Jabal Al-Hoss, plus de 30 sanadiq ont été établis, avec l'adhésion de 5.400 hommes et femmes. Un total de 2 400 prêts d'une taille moyenne d'environ USD 833 ont été accordés, avec un taux de remboursement de 96 pour cent à compter du 31 Décembre 2010.

### Comité Palestinien de Secours Agricole (CPSA)

CPSA est une organisation palestinienne non-gouvernementale créée en 1983 et enregistrée en Palestine et en Israël. Elle concentre ses activités sur le développement rural et est actuellement au service de plus de 400 villages et 600 organisations à base communautaire (OBC) en Cisjordanie et à Gaza grâce à un réseau de 14 bureaux, 4 branches, et 3 centres de formation. Le programme d'épargne et de crédit (soutenu par le FIDA) a été introduit par un groupe de femmes rurales travaillant avec le CPSA depuis plus de 10 ans et fait office de mécanisme unique de soutien et d'autonomisation des femmes rurales, financièrement et socialement, tout en abordant le fait qu'il est impossible d'accéder aux ressources financières pour ces femmes.

Les coopératives d'épargne et de crédit agissent en tant que banques de village qui offrent des prêts et facilitent l'épargne des femmes. L'adhésion à ces coopératives d'épargne et de crédit est ouverte à tous mais elle met l'accent sur les femmes qui sont en mesure d'économiser afin de créer un capital de base qui est ensuite prêté, comme un fonds renouvelable, au profit des membres. Les prêts comportent un taux d'intérêt destiné à couvrir les frais des coopératives. Chaque coopérative dispose d'un Comité administratif élu qui est en charge de la gestion. Une des principales réalisations du CPSA a été la création de l'Union des associations coopératives pour l'épargne et le crédit (UACEC), une association coopérative palestinienne centralisée, mise en place afin de soutenir et de fournir un cadre juridique pour les associations coopératives d'épargne et de crédit enregistrées en Palestine qui ont comme principale activité de fournir de l'épargne obligatoire (actions), de l'épargne volontaire et des crédits. Cette union est actuellement la seule entité juridique au niveau national et toutes les coopératives similaires en termes d'activités relèvent automatiquement de cette entité juridique.

## Offres de Produits

La plupart des IMF arabes ne sont pas réglementées comme des intermédiaires financiers par les autorités financières dans leurs pays respectifs et sont donc limitées dans les produits qu'elles peuvent offrir. En conséquence, l'offre de produits de microfinance dans la région est continuellement limitée presque uniquement au crédit. Les prêts aux micro-entreprises constituent d'ailleurs généralement la majorité des portefeuilles de prêts. Cependant, ces dernières années les IMF ont commencé à offrir une variété de produits de prêts supplémentaires, y compris des prêts à la consommation, prêts immobiliers, prêts étudiants, prêts saisonniers, et les prêts islamiques, pour répondre aux besoins de leurs populations cibles.

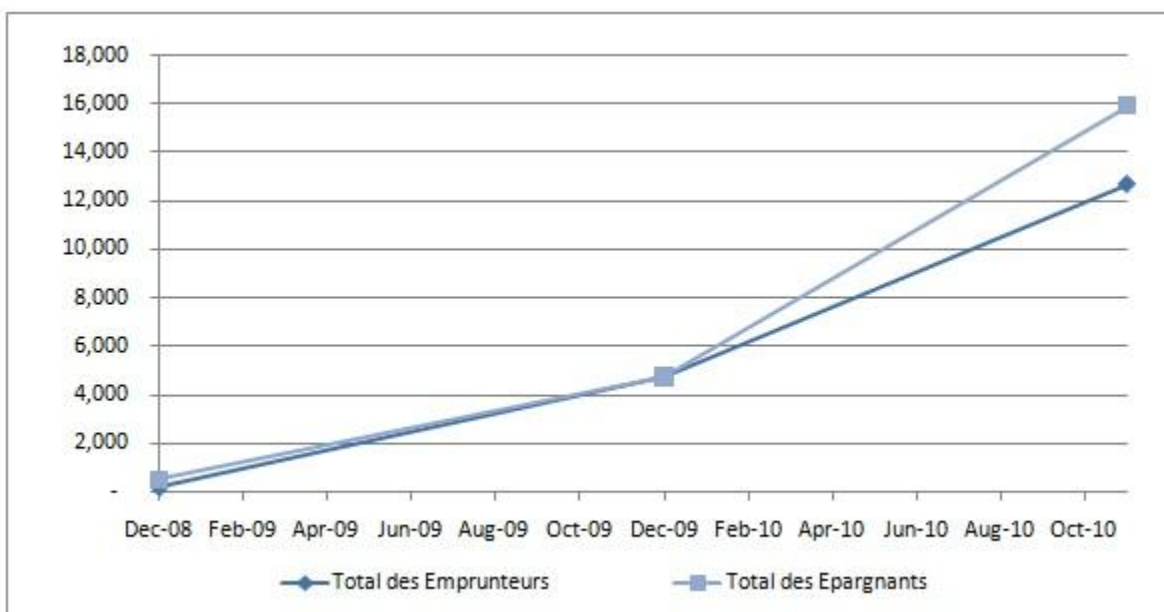
Bien qu'il existe des difficultés administratives et des coûts associés à la fourniture de finance islamique au niveau « micro », la mise à disposition de services financiers conformes à la charia (loi islamique) peut être un puissant moyen d'atteindre des populations autrement exclues. La plupart des offres de microcrédit au Soudan et au Yémen sont fondées sur les principes islamiques financiers. D'autres pays de la région comme le Liban, la Syrie, la Jordanie et la Palestine offrent également des microcrédits islamiques, principalement grâce au murabaha (une transaction commerciale dans laquelle l'IMF acquiert des biens auprès de l'emprunteur, puis lui revend les marchandises à terme pour un coût augmenté d'un intérêt). Au Soudan, la Banque centrale a émis

une circulaire en 2009 donnant des directives sur la microfinance aux banques soudanaises afin d'encourager le développement de la microfinance pour le logement et l'agriculture ainsi que l'élargissement de l'offre de produits islamiques au-delà du mode murabaha déjà largement appliqué. La directive fixe un plafond de 30 pour cent du portefeuille de prêts consacré aux prêts murabaha et limite la marge bénéficiaire sur les contrats Mourabaha à un maximum de 9 pour cent<sup>4</sup>.

Il s'agit principalement de produits d'assurances crédit d'assurance vie et d'assurance d'invalidité permanente. En plus des produits de microcrédit, les marchés jordanien et égyptien offrent également des produits de micro-assurance à une échelle limitée à leurs clients. En Jordanie, avec l'appui technique de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et Women's World Banking (WWB), un produit innovant de micro-assurance pour les urgences médicales a été lancé en 2010 avec Microfund for Women (MFW). *Ri'aya* (aide-soignant) offre aux femmes à faible revenu une police d'assurance couvrant les frais accessoires liés à l'hospitalisation (tels que les frais médicaux, perte de revenus, etc.)<sup>5</sup>

En raison de l'environnement réglementaire, la plupart des IMF des pays arabes sont incapables d'offrir des produits d'épargne pour le grand public ou des services de transferts de fonds et de paiement. La fourniture de produits d'épargne est souvent réservée aux banques ou aux réseaux postaux en vertu d'un mandat spécial. En Syrie et au Yémen, où une nouvelle législation a permis la création d'institutions financières spécialisées qui sont supervisées par la Banque centrale, des produits d'épargne ont été introduits.

Figure 3: Croissance des Emprunteurs et Epargnants de la Banque Al Amal



Source: MIX Market 2007-2009.

<sup>4</sup> Anderson, Laura, "Government of Sudan Issues Directives Requiring Banks to Allocate 12 Percent of Portfolio to Microfinance", MicroCapital.org, 1 Mai 2009

<sup>5</sup> Microfinance Focus, "Jordan's Microfund for Women launches Microinsurance Product 'CareGiver'", 29 Juin 2010

En Syrie, FMFI, la première IMF à être agréée par la Banque centrale de Syrie, a commencé à recueillir des dépôts le 25 Juin 2009 et offre à ses clients la possibilité d'ouvrir de comptes courants et d'épargnes. Cependant La phase pilote pour l'introduction de ces produits d'épargne n'a pas donné les résultats escomptés, ce qui a conduit l'IMF à recourir à une assistance technique (principalement assuré par la KfW) pour affiner le développement des produits d'épargne. D'autre part, la Banque Al Amal, première banque yéménite spécialisée dans la microfinance, propose désormais à ses clients quatre différents produits d'épargne au choix, y compris un compte d'épargne pour enfant, qui s'est avéré un franc succès. En outre, il convient de noter que le nombre d'épargnants actifs de la banque a dépassé le nombre d'emprunteurs actifs dans un court laps de temps, ce qui indique une forte demande pour les produits d'épargne parmi les populations ciblées. **Prestation de Services**

Les services de microfinance dans la région MENA continuent d'être délivrés, pour la plupart, à travers les canaux conventionnels (i.e. réseaux d'agences fixes). Toutefois, des progrès ont été réalisés sur plusieurs canaux innovants. Des Mini-fourgonnettes ont été introduites par les prestataires de services jordaniens pour servir d'agences mobiles afin d'atteindre des clients potentiels dans les banlieues et les régions éloignées. Au Yémen, des efforts ont également été faits pour fournir des services financiers au-delà de la capacité limitée des agences traditionnelles. En août 2009, la Banque Al Amal a signé un accord de partenariat avec le Service des postes et d'épargne postale yéménite (SPEPY) grâce auquel la Banque Al Amal est en mesure de fournir des services financiers aux clients de la Poste Yéménite - surtout dans les zones rurales et frontalières.

Au cours de l'année 2009, l'Egypte et la Tunisie ont été en discussions continues concernant l'introduction de services bancaires mobiles pour le marché financier traditionnel. En Egypte, pays comptant plus de 50 millions d'abonnés à la téléphonie mobile et moins de 8 millions de personnes disposant d'un compte bancaire, la banque mobile est considérée très en retard. La Banque centrale d'Egypte est censée édicter des règlements pour les services bancaires mobiles avant la fin de l'exercice 2010. Cela pourrait avoir des implications importantes pour le secteur de la microfinance en Egypte à la fois en termes de portée et d'efficacité, d'autant plus que le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile disposant d'un faible revenu est en hausse dans le pays depuis plusieurs années. Pendant ce temps, le premier système de paiement par téléphonie mobile en Afrique du Nord a été lancé en Tunisie par la Banque Internationale Arabe de Tunisie (BIAT) en partenariat avec Tunisiana, le premier opérateur de téléphonie mobile tunisien, et Enda, l'IMF tunisienne pionnière qui a atteint plus de 123.000 clients et plus de 41 millions de dollars à la fin de 2009<sup>6</sup>. Cette nouvelle technologie (développé par l'opérateur français

de systèmes de paiement mobile Creova) permettra à Enda d'étendre sa portée dans les prochaines années.

## Cadre Législatif

Les principales questions et défis auxquels les IMF arabes continuent à faire face sont la nécessité d'introduire des dispositions législatives spécifiques à la microfinance et les cadres réglementaires pour appuyer la commercialisation du secteur ainsi que la nécessité de clarifier le processus de transformation pour les IMF qui ont été initialement créée comme ONG et cherchent à se transformer en de nouvelles entités à but lucratif. Certaines mises à jour sur les derniers développements dans les environnements législatifs sur les marchés arabes sont présentées ci-dessous.<sup>7</sup>

**Egypte:** La ratification du règlement des marchés et instruments financiers non-bancaires (communément appelée la "Loi unique de réglementation») par le Parlement égyptien en 2009 a donné à l'Autorité de Surveillance Financière Egyptienne (ASFE) le pouvoir de régulation et de contrôle sur tous les marchés et instruments financiers non-bancaires (y compris la microfinance). Suite à cela, une loi sur la microfinance a été rédigée pour permettre la création de sociétés de microfinance (SMF). Le projet de loi devant encore être approuvé par le Parlement, l'ASFE a décidé de changer de cap et d'introduire des clauses spécifiques à la microfinance dans la réglementation générale régissant les activités financières non-bancaires. Cela devrait accélérer le processus d'approbation de ces clauses car elles seront incorporées avec d'autres amendements à l'approbation parlementaire. Pendant ce temps, l'ASFE a publié le projet de règles générales pour les entreprises de microfinance en Egypte sur son portail électronique en amont de la consultation avec les parties prenantes<sup>8</sup> en Novembre 2010. Les modifications, qui devraient être discutées par le Parlement en 2011, n'incluent pas de cadre clair pour la transformation des ONG égyptiennes en SMF.

**Irak:** La Banque centrale d'Irak (BCI) a publié des instructions permettant aux Sociétés de financement considérées comme micros, petites et moyennes entreprises (MPME) disposant du statut d'ONG de se transformer en institutions financières non-bancaires en tant que sociétés de financement des PME. L'exigence de capital minimum tel que stipulé dans les instructions est de USD 850.000 pour l'enregistrement des sociétés comme sociétés à responsabilité limitée et USD 1,7 millions pour les sociétés de capitaux.

**Maroc:** Face aux niveaux élevés de surendettement des clients et par conséquent à la détérioration rapide de la qualité des portefeuilles de prêts en 2008, le gouvernement marocain a élaboré un plan, en

<sup>7</sup> Pour un aperçu détaillé des niveaux de régulation dans différents pays de la région veuillez vous référer au "Rapport comparatif et analyse de la microfinance au Moyen Orient en 2009"

<sup>8</sup> Autorité de Surveillance Financière Egyptienne (ASFE) "EFSA launches the Draft General Rules for Microfinance Companies for Consultation", 24 Novembre 2010

<sup>6</sup> "Creova, BIAT et Tunisiana annoncent le lancement de Mدينار© le premier service de paiement mobile en Afrique du Nord", 15 Février 2010

collaboration avec la Banque Al-Maghrib (BAM) et la Fédération Nationale des Associations de Microcrédit au Maroc (FNAM), pour rétablir la confiance et la crédibilité du secteur de la microfinance dans le pays. Dans le cadre de ce plan, le ministère des Finances a lancé une enquête en 2009 pour évaluer l'état actuel du secteur et pour fournir des recommandations afin d'améliorer le cadre réglementaire prenant compte des derniers développements. Le gouvernement marocain étudie également des options pour la consolidation du secteur et la transformation des IMF les plus importantes en entités commerciales. Un des résultats importants de l'intervention du gouvernement a été l'acquisition par la Fondation des Banques Populaires (FBPMC) de Zakoura mai 2009. Il s'agit de la première acquisition du genre dans la région et a abouti à la création d'une nouvelle entité sous le nom de Zakoura Chaabi.

**Palestine:** En Palestine, une loi sur la microfinance a été initialement rédigée, mais - comme c'est le cas en Egypte - ce projet de loi a été mis de côté pour des discussions sur l'intégration des activités de microfinance dans les lois régissant les banques. Cela permettra à l'Autorité Monétaire Palestinienne (AMP) de déterminer et d'élaborer les règles et procédures qui régiront l'industrie. Un décret présidentiel sur les banques a été publié en Novembre et a identifié l'AMP comme unique autorité de surveillance de toutes les IMF en Palestine - qu'il s'agisse d'ONG ou d'entreprises. Toutes les ONG existantes doivent impérativement devenir des entreprises (soit à but lucratif ou à but non lucratif). Les institutions financières nouvellement créées doivent obtenir un permis de l'AMP pour exercer leur activité de prêt.

**Soudan:** Pour continuer à développer et promouvoir la microfinance, la Banque centrale du Soudan (BCS) a créé une unité spécialisée en microfinance, qui a fixé un certain nombre de politiques pour le secteur bancaire afin d'encourager la fourniture de microfinance. Les politiques comprennent l'attribution d'un minimum de 12 pour cent des portefeuilles à la microfinance et la création au sein des banques d'unités ou de départements spécialisés dans la microfinance<sup>9</sup>. En outre, la BCS a également adopté des directives encourageant la diversification de la gamme de produits offerts.

#### **Infrastructure de soutien: Bureaux de Crédit**

Alors que le secteur de la microfinance dans la région se développe et mûrit et que la concurrence s'intensifie, les différentes parties prenantes ont pris conscience de l'importance d'établir un cadre fonctionnel pour le partage des informations clients. Dans plusieurs pays de la région de nouveaux systèmes d'information de crédit sont en cours de développement comme un moyen de gestion des risques et d'entretien des portefeuilles sains. Alors que les systèmes au Maroc et en Palestine sont publics et hébergés et gérés par les banques centrales, en Egypte, il est basé sur une initiative du secteur privé.

Les IMF sont incluses dans ces systèmes d'information de crédit et doivent partager leurs données avec les bureaux de crédit. Toutefois, plusieurs IMF sont réticentes à l'idée de participer au système en raison de son coût élevé.

**Egypte:** Jusqu'en 2005, le seul bureau de crédit servant les banques en Egypte était détenu et opéré par la Banque Centrale d'Egypte (BCE). En 2005, I-score, le premier bureau de crédit du secteur privé fut créé par 25 banques et le Fonds social de développement (FSD). Cependant, les IMF Égyptiennes sous statut d'ONG ne participent pas à I-score en raison du coût élevé de l'obtention d'informations relativement à la taille des prêts. Cela a créé un manque d'information sur le marché, en particulier en raison de la concurrence accrue et concentrée dans la région Métropole du Caire. En réponse à cette situation persistante, le Réseau de Microfinance Egyptien (RMFE), avec le soutien financier apporté par le Fonds social de développement (FSD), a signé un accord avec PlaNet Finance Egypte pour la mise en place d'un système de partage d'information (SPI) pour les membres du réseau. Cinq IMF égyptiennes, à savoir ABA, DBACD, SBACD, El Mobadara et Lead Foundation, ont participé à la phase pilote du SPI. Toutefois, compte tenu du chevauchement limité en termes de portée géographique parmi les IMF pilotes, et du manque de participation d'institutions de microfinance supplémentaires dans le nouveau SPI, le système reste d'une pertinence et d'une valeur limitée. Le RMFE est actuellement en négociation avec I-score pour l'intégration du SPI avec le système d'I-score à un coût par enquête compétitif.

**Jordanie:** Malgré la ratification par le gouvernement jordanien de la loi sur l'information de crédit en 2003, aucun bureau de crédit agréé n'a ouvert en Jordanie. A cet effet, l'International Finance Corporation (IFC) a récemment signé un accord avec le gouvernement jordanien pour l'établissement d'un cadre juridique pour les bureaux de crédit qui régit le partage d'information de crédit dans le pays. Parallèlement, les IMF jordaniennes membres de l'Association de Microfinance de Jordanie (AMJ), ont établi une base de données centralisée grâce à laquelle ils partagent les informations historiques de crédit des clients de façon informelle. La base de données est active depuis début 2008. A ce jour, 9 IMF jordaniennes partagent leurs informations client au sein de cette base de données centralisée permettant aux IMF d'identifier un certain nombre de cas d'emprunts croisés.

**Maroc:** Les quatre plus grandes IMF marocaines ont commencé à partager des renseignements sur leurs clients de façon régulière par le biais d'un bureau de crédit informel établi par l'une des IMF - Al Amana - en 2009 afin de contrôler les emprunts croisés. Pendant ce temps, dans le cadre des efforts gouvernementaux pour gérer les risques de surendettement des clients et la crise d'impayés du secteur, la Banque Al-Maghrib a offert un soutien à la concrétisation de ces efforts en créant un bureau de crédit officiel, auquel toutes les IMF doivent fournir leurs informations de crédit.

<sup>9</sup> Anderson, Laura, "Government of Sudan Issues Directives Requiring Banks to Allocate 12 Percent of Portfolio to Microfinance", MicroCapital.org, 1 Mai 2009.

**Palestine:** Jusqu'en 2009, il n'y avait pas de marché privé pour les informations de crédit en Palestine. L'Autorité monétaire palestinienne (AMP) collectait des informations auprès des banques uniquement dans le cas d'emprunts d'un montant excédant 10.000 USD. Néanmoins, dans le cadre de ses efforts pour s'établir en tant que banque centrale, l'AMP a établi un bureau de crédit en 2009. L'AMP a depuis signé des protocoles d'entente (PE) avec les six grandes IMF en Palestine disposant déjà de leur propre SGI, leur donnant accès au Bureau national du crédit.

#### IV. Tendances de Portée et d'Echelle

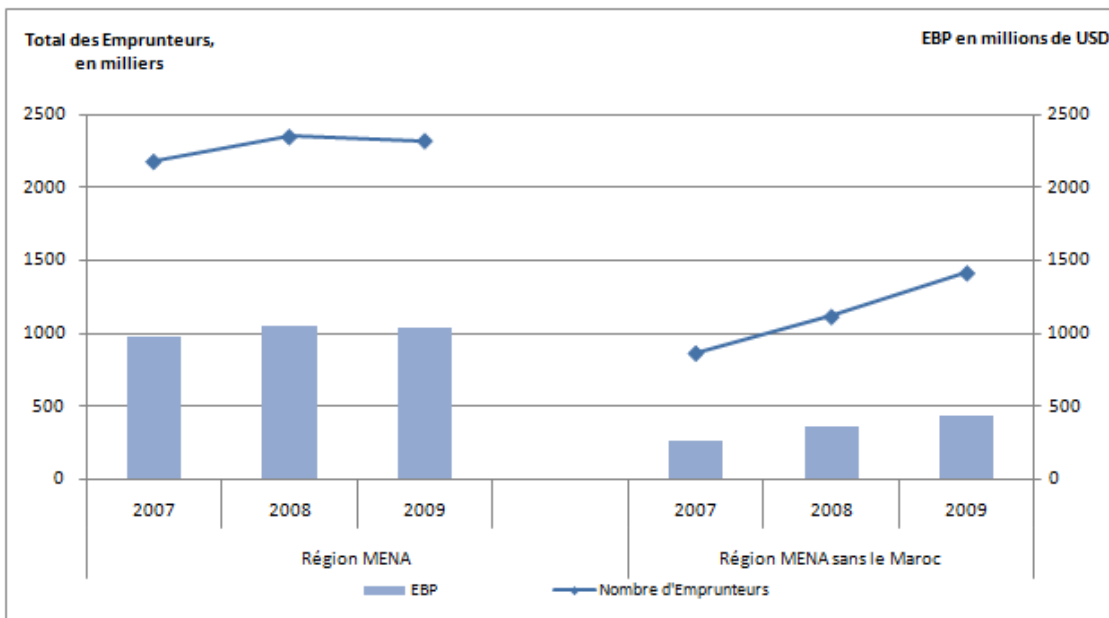
La région compte environ 370 millions d'habitants dont au moins 26 pour cent sont considérés comme vivant avec moins de 2 dollars / jour. Plusieurs estimations prouvent que la fourniture de services de microfinance dans la région est modeste, au mieux, surtout lorsque l'on tient compte de l'offre limitée des services financiers au-delà du microcrédit. Toutefois, la région a vu l'écart entre l'offre et la demande d'approvisionnement se réduire au cours des dernières années en raison de niveaux de croissance élevés, et cela malgré les crises économiques mondiales.

Par rapport à ses concurrents mondiaux, la région MENA a enregistré les deuxièmes plus grandes portée et échelle médianes après respectivement l'Asie et l'Amérique Latine. Néanmoins, comme l'illustre la figure 4, le nombre total des emprunteurs et les EBP (Encours Bruts de Portefeuille) moyens dans la région ont légèrement diminué en 2009. Cette baisse est principalement causée par le marché marocain qui a vu le nombre absolu des emprunteurs et l'ensemble des EBP diminuer, en raison de la crise d'impayés, entre 2008 et 2009.

D'autre part, à l'exclusion du Maroc, la région MENA a continué de croître, enregistrant des taux de croissance pour la portée et les EBP de 29 et 40 pour cent respectivement en 2008, et de 27 et 29 pour cent respectivement en 2009.

Comme illustré dans le tableau 3, l'Egypte dispose du plus grand nombre d'emprunteurs en 2009 - dépassant le Maroc pour la première fois. Toutefois, le Maroc a toujours l'EBP le plus grand de la région (près de trois fois celui de l'Egypte). Ceci est principalement attribuable à un plus large recours, en Egypte, à la méthodologie de prêts de groupe qui se concentre sur l'extrémité inférieure du marché par le biais de prêts de tailles réduites.

Figure 4: Tendances de portée et d'échelle avec et sans le Maroc (2007-2009)



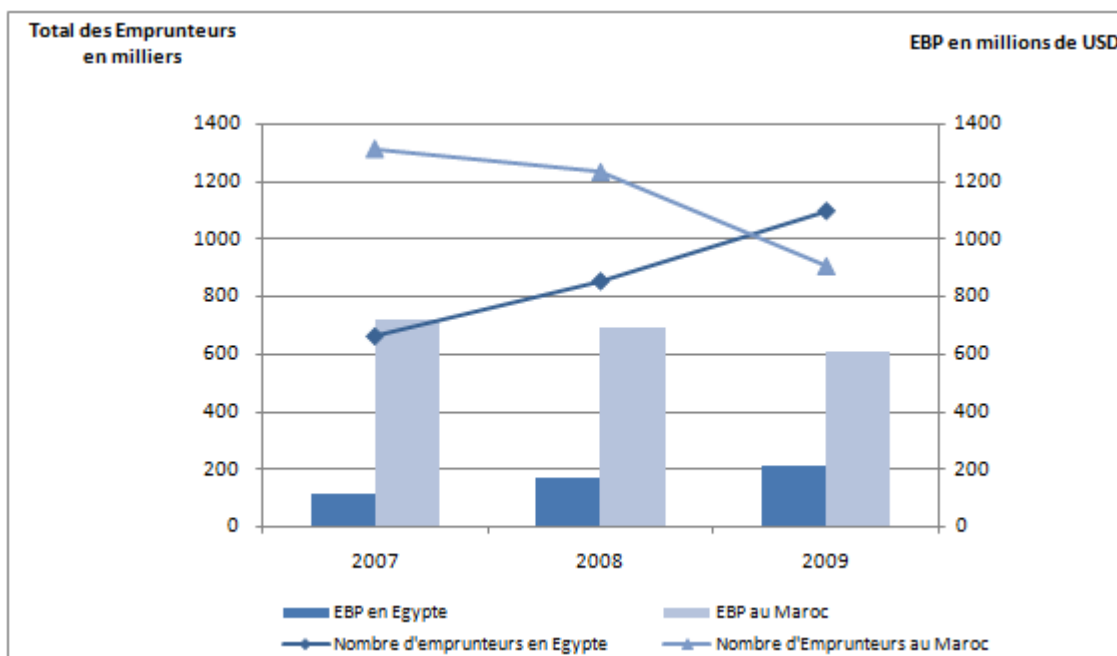
Source: MIX Market 2007-2009. Les résultats sont les sommes issues d'une base de données comprenant 37 IMF ayant fourni des informations pour la période 2007-2009.

L'Égypte a également enregistré un taux de croissance de 28 pour cent du nombre d'emprunteurs et de 29 pour cent en matière d'EBP. D'autre part, le Maroc a enregistré, pour la deuxième année consécutive, une baisse de la portée et de son EBP de 26 pour cent et 12 pour cent respectivement, en raison de la détérioration de la qualité du portefeuille qui a engendré pour la plupart des IMF une révision de leurs plans de croissance et la mise en place des mesures concrètes pour régler le problème des créances douteuses.

**Tableau 3: Nombre d'emprunteurs et volumes des prêts par pays en 2009 (55 IMF)**

Pays	Nombre d'IMF participantes	Nombre d'emprunteurs actifs d'IMF participantes	Encours de Credits (USD)	Solde Moyen des Prêts
Egypte	13	1,100,541	216,688,450	197
Maroc	10	915,839	609,943,100	666
Jordanie	8	159,081	134,262,829	844
Tunisie	1	123,041	41,355,997	336
Palestine	8	34,057	89,202,509	2619
Liban	3	31,671	29,274,281	924
Yémen	6	28,714	3,593,486	125
Syrie	2	21,327	18,181,266	852
Soudan	3	20,155	3,867,094	192
Irak	1	13,161	21,911,871	1665
<b>Total</b>	<b>55</b>	<b>2,447,587</b>	<b>1,168,280,883</b>	<b>477</b>

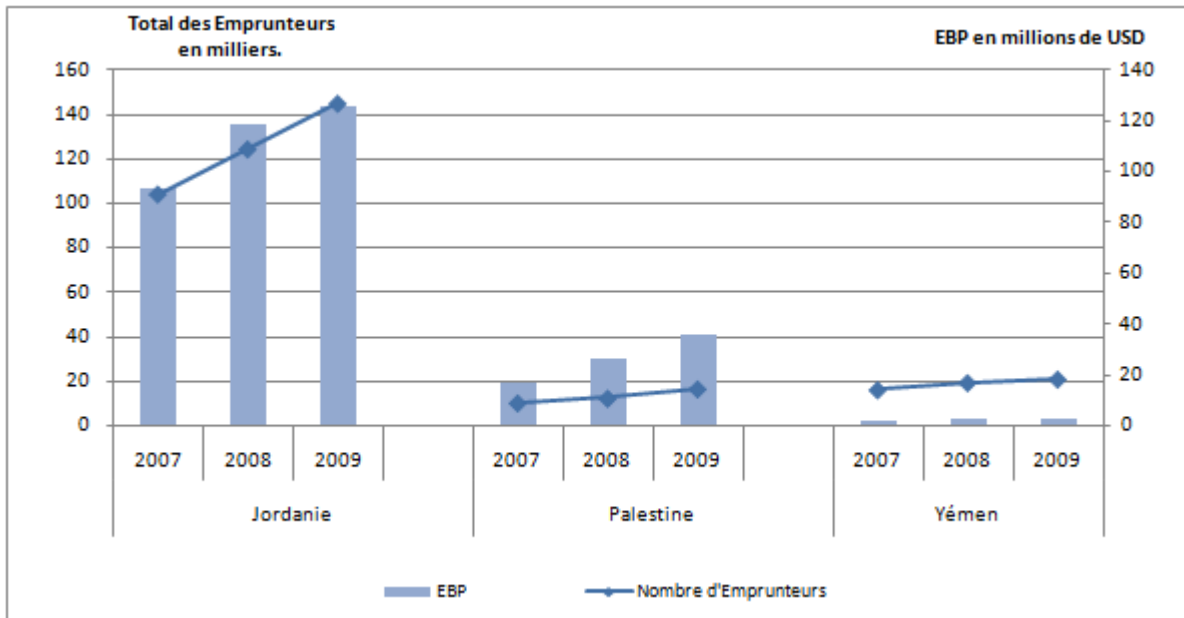
**Figure 5: Evolution du nombre d'emprunteurs et des EBP pour l'Égypte et le Maroc**



Source: MIX Market 2007-2009.  
Results are total and from a data set of 37 MFIs that provided information for 2007-2009

Malgré la contraction du marché marocain, les IMF marocaines sont encore parmi les plus importantes de la région. Dix-sept grandes IMF du plus vieux marché de la région représentent à elles seules un portefeuille combiné de 912 millions USD ou 78% du portefeuille global de la région et une proportion similaire en termes de portée.

Figure 6: Portée et Echelle dans d'autres pays



Source: MIX Market 2007-2009.

Les résultats sont des moyennes pondérées issues d'une base de données comprenant 37 IMF ayant fourni des informations pour la période 2007-2009

Pour le reste de la région, la croissance en matière de portée et d'échelle s'est poursuivie en 2009 également. Le marché palestinien en particulier a connu une augmentation phénoménale de la portée et de l'EBP avec 34 et 36 pour cent de croissance en 2009. La Jordanie a enregistré des niveaux de croissance plus modestes de 16 pour cent en matière de portée et de 6 pour cent de l'EBP respectivement, suivis par le Yémen, où le nombre d'emprunteurs a augmenté de 8 pour cent et l'EBP de 6 pour cent pendant la même période.

Lorsque l'on considère la portée des services d'épargne et les niveaux des dépôts, l'image est quelque peu différente. Le marché soudanais détient le plus grand nombre d'épargnants et le niveau des dépôts le plus élevé suivi par le Yémen et la Syrie. Néanmoins, le nombre des épargnants et les montants épargnés restent encore très faibles par rapport à d'autres pays en dehors de la région où les services d'épargne sont en place depuis de nombreuses années. Pour tous les autres pays de la région, la mobilisation de l'épargne par les IMF reste impossible à cause de restrictions légales.

## Boîte 2: La Microfinance en Syrie: Une stratégie nationale et deux nouvelles IMF accèdent au marché

Deux ans après la délivrance du premier permis à la première institution de microfinance de Syrie (FMFI) au printemps 2008, en accord avec le décret n ° 15 - deux nouvelles licences supplémentaires ont été émises au début de 2010<sup>1</sup>. La première a été octroyée à la banque IbdAA et la seconde à Bab RizqJameel (BRJ).

BRJ<sup>2</sup> est la troisième banque de microfinance agréée de Syrie. Elle a obtenu une licence d'exploitation de la part de la Banque centrale de Syrie, selon le décret 15. Le programme de services communautaires Abdul Lateef-Jameel, une société saoudienne active dans le domaine de la microfinance, détient 49 pour cent de l'entreprise. Deux ressortissants syriens détiennent 6 pour cent de la nouvelle institution de microfinance, les 45 pour cent restant doivent être vendus lors d'une introduction en bourse à une date encore non précisée.

Contrairement à FMFI et BRJ, la banque IbdAA (qui signifie créativité en arabe) pour la Microfinance a été créée en vertu d'un décret présidentiel spécial adopté le 23 Février et fonctionnera comme une banque à part entière fournissant des services financiers classiques et islamiques. Elle offrira des prêts aux clients à faible revenu et acceptera également les dépôts et assurera ses prêts via des sociétés d'assurance locales, conformément aux instructions émises par la Commission syrienne de surveillance des assurances.

La banque IbdAA est la quatrième banque à être mise en place dans le monde arabe dans le cadre de l'initiative AGFUND «banques des pauvres» lancée au début de l'année 2000. Le capital d'apport de la banque est de 366 000 000 SYP (l'équivalent de 7 millions USD), dont 22 pour cent sont détenus par l'AGFUND et 2 pour cent par le gouvernement syrien. Le secteur privé détient plus de 75 pour cent des actions. Selon l'AGFUND, la principale raison derrière le décret spécial pour la banque (au lieu d'acquiescer une licence conformément au décret n ° 15) a été le fait que la banque IbdAA est une entreprise sociale qui ne distribuera pas de dividende à ses actionnaires, mais conservera ses bénéfices pour augmenter son capital. Etant donné que le décret n ° 15 exige que l'IMF demandant une licence soit enregistrée comme une société, et que la nouvelle loi insiste sur le fait qu'au moins 40 pour cent des actions de chaque société doivent être vendues par le biais d'une introduction en bourse, il était impossible d'enregistrer cette entreprise sociale en vertu du présent décret. Le décret n ° 9 exempte la banque IbdAA de tous impôts et taxes sur ses activités, revenus et bénéfices, tandis que ses clients sont exonérés de droits de timbre et des frais d'hypothèque. La banque a réuni ses fondateurs et a élu son premier conseil d'administration en août 2010 et devrait lancer ses opérations et commencer le décaissement des prêts avant la fin de l'année.

En plus des trois institutions agréées en Syrie, il existe des programmes de microfinance tels que le programme de microcrédit de l'UNRWA, fondée en 2003, qui a lui seul compte plus de 7.000 clients actifs. Il y a aussi le programme Jabal Al Hoss, établi par le PNUD au début des années 2000, comptant actuellement plus de 7.000 membres.

Une étude de la SFI en 2007 a estimé que 260.000 à 420.000 ménages en Syrie requièrent l'accès à la microfinance à des fins commerciales et un autre million de ménages ont besoin de crédit à des fins non-commerciales telles que le logement, l'éducation et les soins médicaux. L'ensemble des fournisseurs desservent actuellement environ 30.000 emprunteurs actifs, laissant 90 à 97 pour cent du marché non desservis.

Au niveau national, des efforts sont en cours pour finaliser une stratégie unifiée de la microfinance en ligne avec la vision du 11ème plan quinquennal national. Cette stratégie est le fruit d'une collaboration entre la Commission nationale de planification et l'Organisation des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Syrie, et a été lancée lors de la conférence Sanabel en Juin 2010. Parmi les autres principaux objectifs, la stratégie prévoit l'élaboration d'un bureau de crédit de la microfinance, la promotion des services de développement des entreprises et le renforcement des partenariats entre le secteur de la microfinance et d'autres secteurs.

<sup>1</sup> FMFI-S était exploitée comme un programme de microcrédit sous les auspices de la Fondation Aga Khan avant d'obtenir la licence. Elle compte actuellement plus de 15.000 emprunteurs actifs. Récemment, la KfW et la SFI détenaient une participation au capital de l'IMF.

<sup>2</sup> En Février 2007, un décret présidentiel publié a introduit le décret n ° 15 sur la Microfinance général en Syrie, la première et unique loi syrienne exclusivement dédiée à la microfinance. Le décret a permis au Conseil de la Monnaie et monétaire (CMM) d'accorder des licences aux institutions financières bancaires à but social (IFBS). Avec un capital minimum de 250 millions de livres syriennes (environ 5 millions de USD), les IFBS sont autorisés à fournir divers services financiers, y compris le microcrédit, les dépôts, et la micro-assurance. Selon le décret, toutes les IFBS nécessitent l'approbation préalable par le CMM de leurs taux d'intérêt.

<sup>3</sup> En Janvier 2010, le CMM a émis des règles prudentielles applicables aux IFBS et aux banques détenant des portefeuilles de microfinance. Le nouveau règlement permet aux IFBS de participer au système d'information sur le crédit du CMM sans les forcer à remplir les conditions de seuil minimal et de ratios établis de solvabilité, de liquidité, de réserve, d'adéquation de fonds propres, et de concentration de risque crédit.

<sup>4</sup> In Dans la pratique, BRJ est officieusement en activité en Syrie depuis plus d'un an. Un communiqué de l'institution indique qu'elle a contribué à la création de 1413 emplois dans la région de Tartous où elle opère.

<sup>5</sup> Trois banques sont dors et déjà opérationnelles en Jordanie (National Microfinance Bank), au Yémen (Alamal Bank) et à Bahreïn (Al-IbdAA Bank).

## V. Structure de Financement des IMF au Moyen Orient

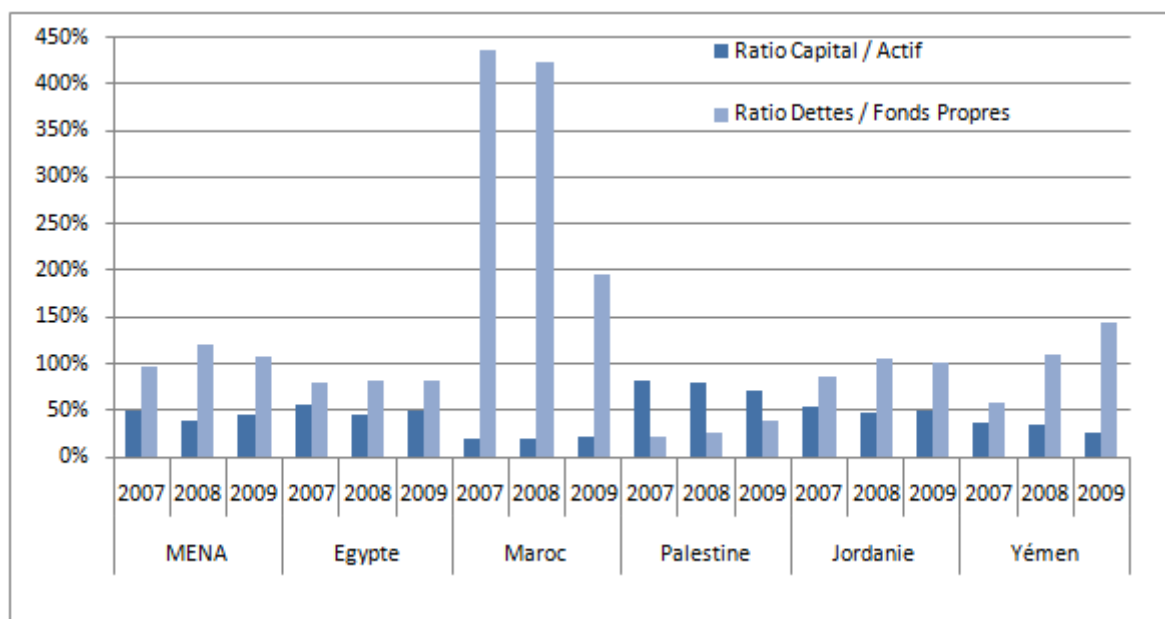
Les IMF ont généralement trois sources principales de financement pour leur croissance: les dépôts, la dette, et les capitaux propres. Seul un petit nombre de marchés dans la région Moyen Orient (Soudan, Syrie et Yémen) permettent actuellement la mobilisation de l'épargne alors que les marchés restants sont entravés par des réglementations restrictives. Historiquement, les fonds propres sont la principale source de financement des IMF arabes. En effet, la région maintient le plus haut ratio capital / actif dans le monde à 45 pour cent en 2009 comparativement à une moyenne mondiale de 23 pour cent. Comme l'illustre la figure 7, la plupart des pays de la région ont augmenté la part de financement provenant de l'endettement afin de réduire leur dépendance envers les capitaux propres.

À la fin de l'année 2008, les IMF arabes ont réussi à accroître le financement par endettement pour atteindre un ratio d'endettement de 1:2.

Ce phénomène est principalement la conséquence de la commercialisation accrue des marchés jordaniens et yéménites qui ont vu augmenter leurs leviers financiers respectivement de 0,9 à 1,1 et de 0,6 à 1,1 entre 2007 et 2008. Malgré avec une augmentation constante de levier financier pour la Jordanie et le Yémen, 2009 a connu une petite régression dans le financement par endettement pour la région Moyen Orient, avec un levier financier diminuant à 1,1, résultant de nouveau d'une contraction au Maroc.

L'enquête annuelle sur les bailleurs de fonds de la microfinance réalisée par CGAP fournit des données sur le financement transfrontalier de la microfinance dans les différentes régions du monde. Plus de 150 bailleurs de fonds y compris les organismes bilatéraux et multilatéraux, institutions financières de développement (IFD), les fondations et les Intermédiaires d'Investissement en Microfinance (IIM) ont participé à l'enquête du CGAP sur le financement de la microfinance en 2010.

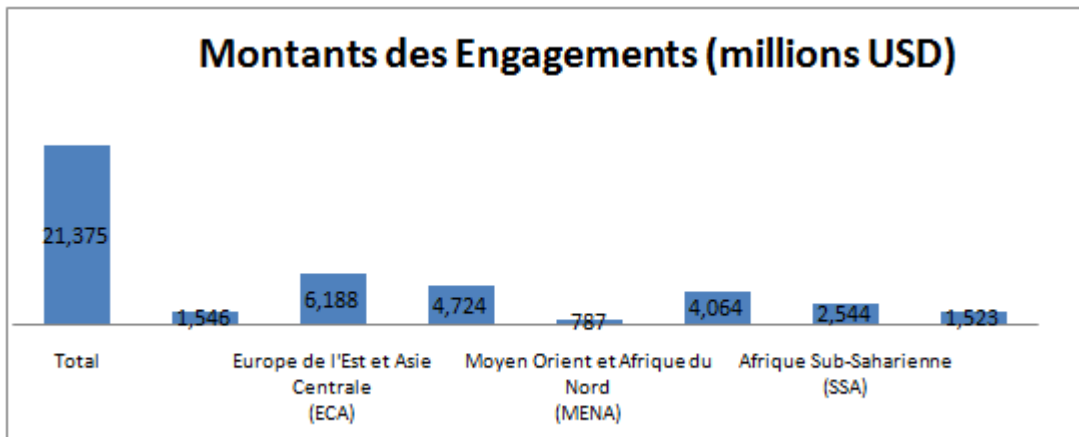
Figure 7: Structure de Financement des IMF par pays (2007-2009)



Source: MIX Market 2007-2009.

Les résultats sont des médianes et proviennent de données issues de 37 IMF ayant fourni des informations pour la période 2007-2009

Figure 8: Montants des engagements pour la région

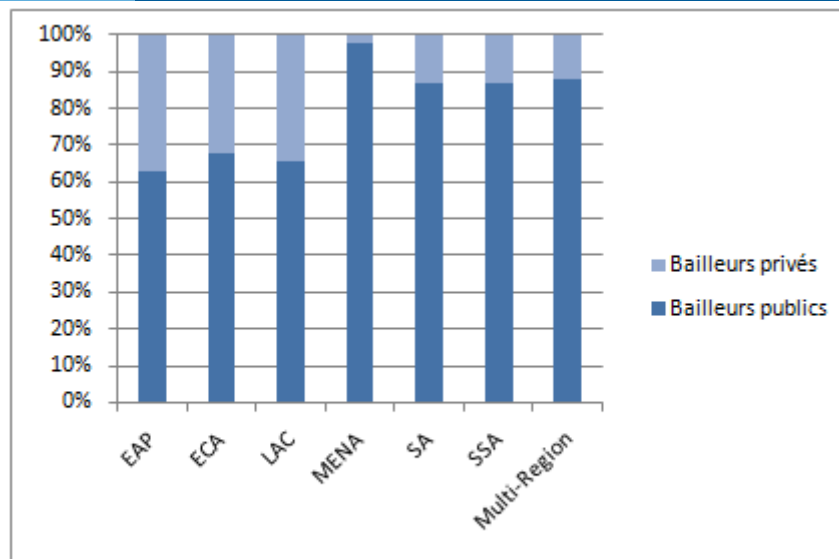


Nombre de réponses: 61 et estimations du CGAP basées sur 90 VIMs

Source: Enquête du CGAP sur les financiers de la Microfinance en 2010

Comme l'illustre la figure 8, la région MENA a reçu 787 millions USD de le financement transfrontalier en 2009, ce qui représente à la fois le plus faible volume de financement et le plus faible pourcentage du total des engagements internationaux dans le monde entier (4 pour cent). En outre, la région a connu une croissance lente dans les engagements de 4 pour cent par rapport aux 17 pour cent de croissance dans les engagements au niveau mondial<sup>10</sup>.

Figure 9: Engagements de la région MENA en 2009 par type de bailleur



Nombre de réponses: 61 et estimations du CGAP basées sur 90 VIMs

Source: Enquête du CGAP sur les financiers de la Microfinance en 2010

<sup>10</sup> **Engagements:** Une mesure courante du financement de la microfinance est l'examen des engagements des bailleurs de fonds. Le total des engagements correspond aux fonds mis de côté pour la microfinance à un moment donné.

Les fonds engagés pour la région en 2009 ont été fournis par 21 bailleurs de fonds publics (organismes bilatéraux et multilatéraux et les IFD) et seulement 8 bailleurs de fonds privés et 16 IIM - représentant le plus petit nombre de bailleurs de fonds privés et d'intermédiaires actifs par rapport aux concurrents mondiaux. Alors que le financement privé<sup>11</sup> ne représente que 13 pour cent du total des engagements de la région, le montant des flux de capitaux provenant d'investisseurs privés a augmenté de 80 pour cent pour atteindre un total de 99 millions de dollars comparativement à un taux de croissance globale de 33 pour cent.

L'Égypte et le Maroc continuent de recevoir la majorité du financement de la région. Près de 70 pour cent du total régional des fonds est dirigé vers le Maroc, suivi par l'Égypte avec près de 20 pour cent. Parce qu'ils sont deux des marchés les plus matures au Moyen Orient, le Maroc et l'Égypte ont toujours été en mesure d'exploiter avec succès les bailleurs de fonds et les financements commerciaux pour alimenter leur croissance. Les institutions financières locales (banques commerciales) ont toujours été de fervents soutiens pour le secteur marocain et un des principaux moteurs de la croissance. Elles sont responsables de la création de deux des plus grandes IMF du pays et financent actuellement plus de 80 pour cent des actifs du secteur. En Égypte, les IFD ainsi que les institutions financières locales ont été les principaux bailleurs de fonds du secteur. Les banques commerciales égyptiennes ne se sont engagées activement que récemment dans le financement du secteur de la microfinance malgré les excellents antécédents du secteur en termes de rendements supérieurs à la moyenne, de haute qualité du portefeuille, de garanties par nantissement, et des instruments de garantie disponibles.

Le Maroc et l'Égypte ont vu leurs parts de marché combinées des engagements chuter de 90 à 75 pour cent en 2009. Alors que les marchés croissent et mûrissent, les donateurs et investisseurs cherchent de nouveaux débouchés sur de nouveaux marchés dans la région où leurs apports de financement peuvent avoir un impact similaire dans le développement du secteur. L'enquête du CGAP a démontré que les deux seuls marchés de la région qui a vu augmenter leur financement en 2009 ont été l'Iraq et la Syrie, les deux marchés les plus récents disposant d'environnements réglementaires favorables.

**Tableau 4: Bailleurs actifs au Moyen Orient et (MENA) Afrique du Nord**

	Nb de Bailleurs Publics Actifs	Nb de Fondations/O NG Actives
Maroc	10	4
Égypte	9	3
Autres Pays	37	12
<b>Total</b>	<b>56</b>	<b>19</b>
<b>Nbre Total de Bailleurs</b>	<b>75 Bailleurs</b>	
<b>Engagements</b>	<b>\$687 million</b>	<b>\$99 million</b>
<b>Total des Engagements</b>	<b>\$787 million</b>	

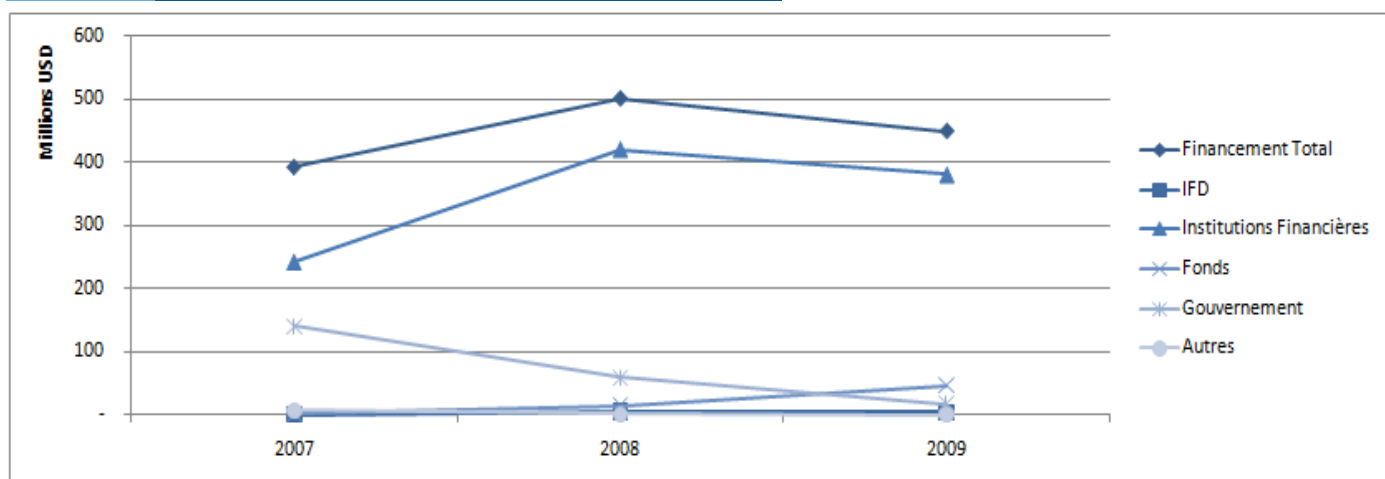
Source: CGAP Microfinance Funder Survey 2010

Les données de référence montrent que la diminution globale de financement pour le marché marocain a été de 10 pour cent. Entre 2008 et 2009, et en dépit de la crise d'impayés sur le marché marocain, des fonds locaux ont augmenté leur financement au Maroc de près de 200 pour cent, tandis que les fonds bilatéraux et les gouvernements (y compris les gouvernements français et espagnol) ont diminué leurs expositions de près de 70 pour cent.

En termes de prix, alors que les IMF palestiniennes dépendent toujours de financement à taux subventionnés pour financer leurs portefeuilles, les IMF marocaines sont parmi les plus « commerciales » de la région. Elles ont su obtenir des fonds à des taux de marché compétitifs grâce à l'établissement de relations de long-terme, au niveau élevé d'engagement des banques locales, au soutien du gouvernement et à l'intérêt accru des investisseurs internationaux.

<sup>11</sup> Les bailleurs de fonds privés: Organisations qui ne sont pas directement liées avec le gouvernement, elles peuvent également recevoir un financement provenant de sources publiques. Dans ce contexte, les bailleurs de fonds privés incluent des investisseurs institutionnels (par exemple, les fonds de pension, des institutions financières comme les compagnies d'assurances, banques, sociétés de gestion d'actifs et services du Trésor d'entreprises), les fondations (fondations familiales ou d'entreprise, par exemple, la Fondation Bill et Melinda Gates ou la Fondation Ford)

Figure 10: Financement au Maroc par type de bailleurs



Source: MIX Market 2007-2009. Les résultats sont des sommes.

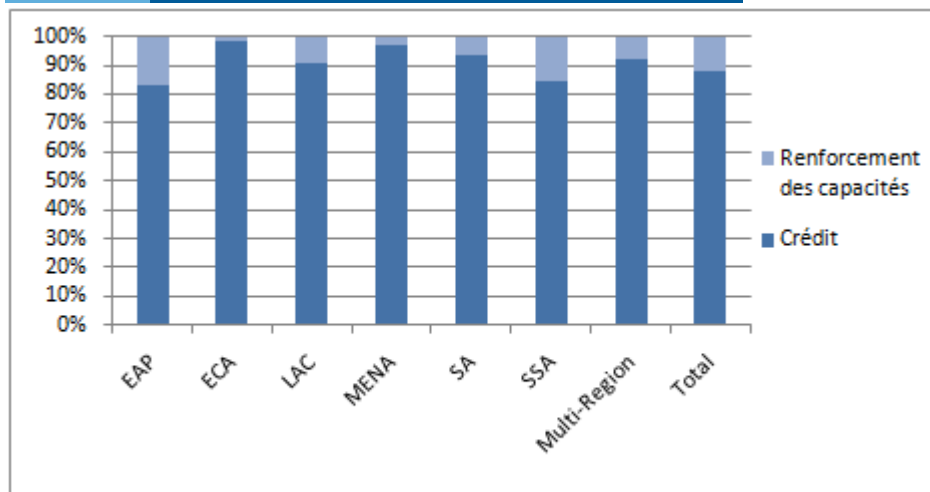
Tableau 5: Taux d'Intérêts par Région et par Pays pour la zone Moyen Orient Afrique du Nord en 2009

	2008	2009
<b>Afrique</b>	<b>8.78</b>	<b>9.05</b>
<b>Asie du Sud Est et Pacifique</b>	<b>8.69</b>	<b>3.99</b>
<b>Europe de l'Est et Asie Centrale</b>	<b>7.39</b>	<b>6.90</b>
<b>Amérique Latine et Caraïbes</b>	<b>9.40</b>	<b>7.67</b>
<b>Asie du Sud</b>	<b>11.20</b>	<b>11.60</b>
<b>Moyen Orient et Afrique du Nord</b>	<b>4.74</b>	<b>6.41</b>
Egypte	10.48	10.04
Jordanie	7.62	6.81
Maroc	3.66	4.82
Palestine	1.93	1.99
Yémen	9.33	9.92

Source: MIX Market 2008-2009.

L'enquête du CGAP montre également que si la dette et les fonds propres continuent à être les principaux instruments de financement de la région, les garanties arrivent juste après les fonds propres comme une source importante de fonds. En effet, l'utilisation des garanties est plus importante dans la région MENA que dans n'importe quelle autre région. Elles fournissent 12 pour cent du financement global de la région en 2009, comparé à moins de 5 pour cent du financement total pour le reste du monde. Le Maroc a reçu le plus haut niveau de garanties de prêts dans la région en 2009.

Figure 11: Engagements par Usage en 2009



Nombre de réponses: 61 et estimations du CGAP basées sur 90 VIMs

Source: Enquête du CGAP sur les financiers de la Microfinance en 2010

Comme l'illustre la figure 11, la majorité des fonds engagés (84 pour cent) pour la région MENA sont utilisés pour refinancer les fournisseurs de services financiers de détail à la fois directement et indirectement. La répartition est similaire à la moyenne mondiale de 88 pour cent. Encore une fois, l'Égypte et le Maroc reçoivent environ 80 pour cent de ces fonds afin de les réinvestir. Le reste du financement (128 millions de dollars) représente des engagements pour le renforcement des capacités du secteur. Quarante pour cent de ces fonds ont été utilisés pour renforcer les IMF tandis que les fonds restants sont dirigés vers le soutien des infrastructures de marché, des politiques et des réglementations nécessaires.

Bien que le financement de l'activité de crédit soit resté plus ou moins le même entre 2009 et 2008, on note une augmentation notable des engagements pour le renforcement des capacités. En effet, la région MENA a connu la plus forte hausse parmi ses concurrents mondiaux (36 pour cent pour atteindre 128 millions de dollars) en termes d'engagements au renforcement des capacités. Cette augmentation peut s'expliquer par la croissance continue de l'industrie ainsi que l'émergence de nouveaux marchés de la microfinance dans les pays comme l'Algérie, l'Irak et le Soudan. En effet, plus de la moitié de l'augmentation des fonds dédiés au renforcement des capacités dans la région provient d'engagements nouveaux ou accrus pour l'Irak.

## VI. Performance Financière

### Efficacité et Rentabilité

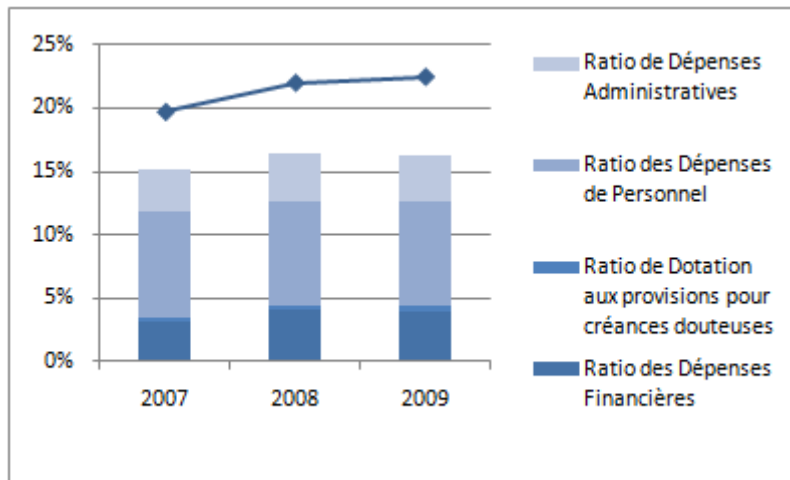
La microfinance dans la région arabe a continué à être très rentable en 2009. La région a enregistré le

meilleur rendement médian de l'actif (RSA) de 3,4 pour cent. La rentabilité de la région est impressionnante si l'on considère le fait qu'elle possède l'un des plus bas niveaux de revenus financiers (22 pour cent) au niveau global. Alors que les revenus financiers sont modestes, les rendements du portefeuille sont parmi les plus élevés dans le monde à 25 pour cent. Cette combinaison est dû au fait que la région a maintenu un faible ratio d'Encours Brut de Portefeuille (EBP) par rapport à l'actif, à 75 pour cent. L'Égypte et le Yémen ont des ratios particulièrement faibles, tous les deux en dessous de 70 pour cent, un signe que les marchés sont plus prudents dans leurs choix d'investir leurs fonds dans des activités de prêt.

Puisque les recettes seules n'expliquent pas les rendements élevés dans la région, l'explication doit venir des niveaux de dépense. En effet, la région arabe a enregistré le deuxième plus faible total des dépenses dans le monde à 20 pour cent (de l'actif moyen) en 2009. Bien que la région ait affiché le ratio le plus élevé de frais de personnel dans le monde (10 pour cent), il a maintenu le ratio de frais administratifs le plus bas à 4 pour cent et le deuxième plus faible ratio des frais financiers à 3,7 pour cent.

L'analyse des tendances montre que les recettes et les dépenses ont augmenté au cours des trois dernières années. La plupart des pays de la région ont vu leurs revenus et leur rentabilité accroître au cours de la période 2007-2009, à l'exception du Maroc, qui a connu une baisse des revenus financiers passant de 27 pour cent en 2007 à 25 pour cent en 2008 et 20 pour cent en 2009. Par conséquent, le marché marocain a vu sa rentabilité se dégrader de plus de 95 pour cent entre 2007 et 2009. Excluant le Maroc de l'échantillon régional, la figure 12 représente les raisons de l'augmentation de 5,6 pour cent du RSA pour l'ensemble de la région.

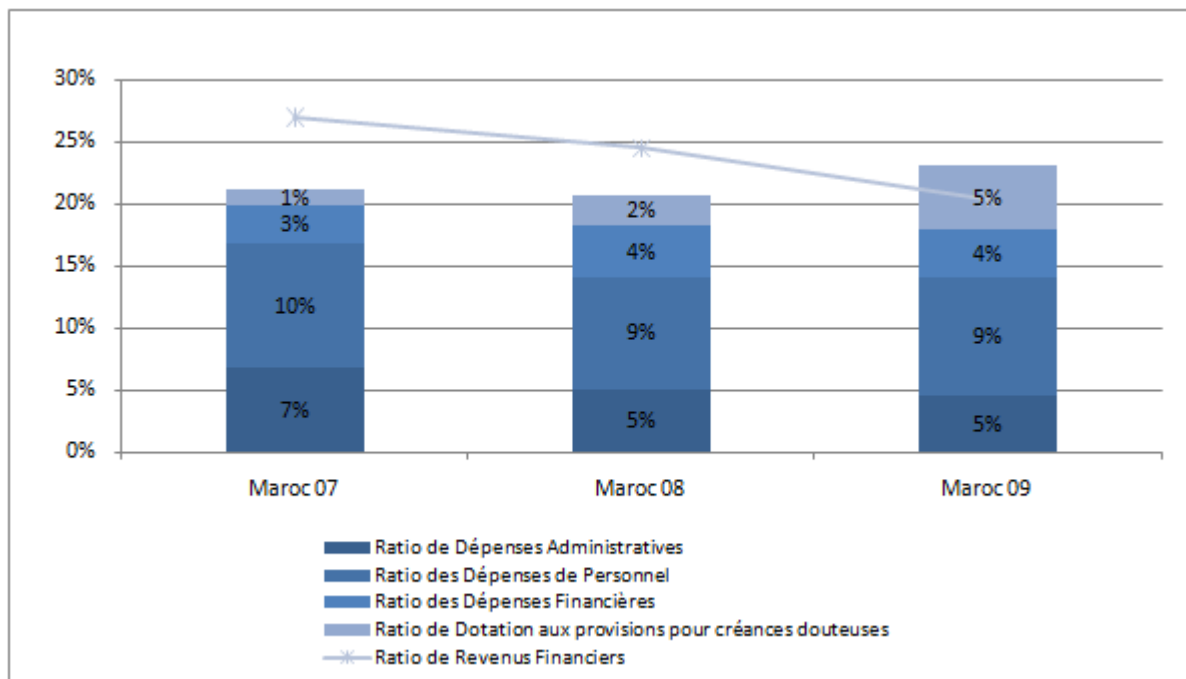
**Figure 12: Tendence régionale: Décomposition du rendement des actifs de la région MENA , excluant le Maroc (2007 - 2009)**



Source: MIX Market 2007-2009.  
Les résultats sont des médianes et proviennent de données issues de 37 IMF ayant fourni des informations pour la période 2007-2009

En 2007, les IMF marocaines ont posté un RSA de 4,8 pour cent en valeur médiane, au-dessus du benchmark régional. Cependant, en 2008 la rentabilité du secteur a commencé à diminuer, passant à 1,4 pour cent, et atteignant finalement 0,2 pour cent en 2009. Les rendements décroissants au cours de ces trois années, comme illustré dans le graphique 13, sont dus à des pertes sur prêts de plus en plus importantes. On peut voir que le ratio de dotation aux provisions pour créances douteuses est passé de 1 pour cent en 2007 à 5 pour cent en 2009, tandis que les autres dépenses baissaient ou restaient stables. Dans le même temps, les ratios de recettes financières ont diminué passant de 27 pour cent en 2007 à 20 pour cent en 2009 en raison de la détérioration de la qualité des portefeuilles et de la difficulté accrue dans la collecte entraînant une hausse des abandons de créances.

**Figure 13: Evolution de la Rentabilité: Décomposition du RSA au Maroc (2007-2009)**



Source: MIX Market 2007-2009.  
Les résultats sont des médianes et proviennent de données issues de 37 IMF ayant fourni des informations pour la période 2007-2009

Le secteur palestinien a connu une amélioration substantielle de sa rentabilité durant la période 2007-2009. Son RSA est passé de -0,7 pour cent en 2007 à des rendements positifs en 2008 et 2009 de 0,4 pour cent et 4,2 pour cent respectivement. L'augmentation des revenus financiers de 8 pour cent en 2007 à 12 pour cent en 2008 et 15 pour cent en 2009 reflète la hausse des rendements du portefeuille qui ont presque doublés au cours des 3 dernières années.

Les niveaux d'efficacité dans la région sont faibles par rapport à d'autres concurrents mondiaux. En 2009, la région a enregistré le second plus large ratio de charges d'exploitation par rapport au portefeuille de prêts à 21 pour cent, - comparé à une moyenne mondiale de 18 pour cent, attribuable à un ratio des frais de personnel supérieur à la moyenne (14 pour cent). Les deux marchés relativement plus jeunes de la région, le Soudan et le Yémen, ont gardé les taux de charges d'exploitation les plus élevés à 56 et 35 pour cent respectivement.

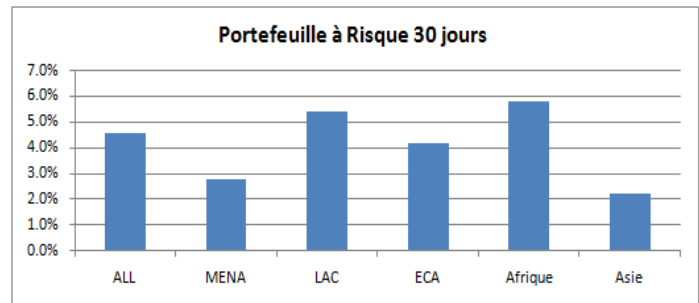
L'Égypte est une fois de plus le marché le plus efficace de la région. Un contrôle rigoureux des dépenses de fonctionnement, les plus faibles de la région avec un ratio dépense d'exploitation / encours de prêts de 13 pour cent, est à créditer pour cette performance. Ces bons résultats sont en partie le fruit du maintien du niveau le plus bas de la région du salaire moyen / RNB par habitant (142 pour cent). Étant donné que le marché égyptien a la plus grande portée dans la région, il a également été en mesure d'enregistrer le coût par emprunteur le plus faible avec seulement 28 centimes par emprunteur. De l'autre côté du spectre, les niveaux de salaire des IMF en Palestine sont près de sept fois supérieurs à ceux des niveaux de revenu. Compte tenu de la portée limitée du marché, le marché palestinien a enregistré le coût par emprunteur le plus élevé avec 2,80 USD.

Dans le cadre d'un plan de relance agressif au Maroc, les IMF ont commencé à échanger des données historiques sur leurs clients de façon informelle afin de recenser les emprunteurs multiples et ont également revu et resserré leurs politiques de prêts à de nouveaux clients. Inévitablement, cela a conduit à une baisse du nombre d'emprunteurs et une augmentation des charges d'exploitation. En effet, le personnel a consacré plus de temps et d'efforts à recouvrer les créances douteuses qu'à augmenter la portée. Cela a eu un impact négatif sur l'efficacité, comme en témoigne l'augmentation du coût par emprunteur de 37 pour cent de 2007 à 2009. Malgré l'impact que la crise a eu sur ses coûts d'exploitation et de portée, les gains d'efficacité accumulés depuis plusieurs années ont permis au marché marocain d'être parmi les plus efficaces de la région. En outre, étant donné que les effectifs de personnels ont augmenté alors que la portée a diminué, la productivité en a souffert.

## Qualité du Portefeuille

La qualité du portefeuille reste élevée pour la région malgré la crise d'impayés sur le marché marocain en 2008 et 2009 et la volatilité de certains marchés de la région comme la Palestine. La qualité globale du portefeuille de la région a été supérieure à la médiane, avec les deuxièmes plus faibles PAR > 30 jours et PAR > 90 jours dans le monde à 2,8 pour cent et 1,9 pour cent respectivement. La région a également enregistré le plus faible taux de radiation au niveau global à 0,28 pour cent. Les IMF de la région Moyen Orient sont généralement à la fois très conservatrices et prudentes avec des niveaux de couverture du risque au dessus de la moyenne.

Figure 14: PAR > 30 jours par Région

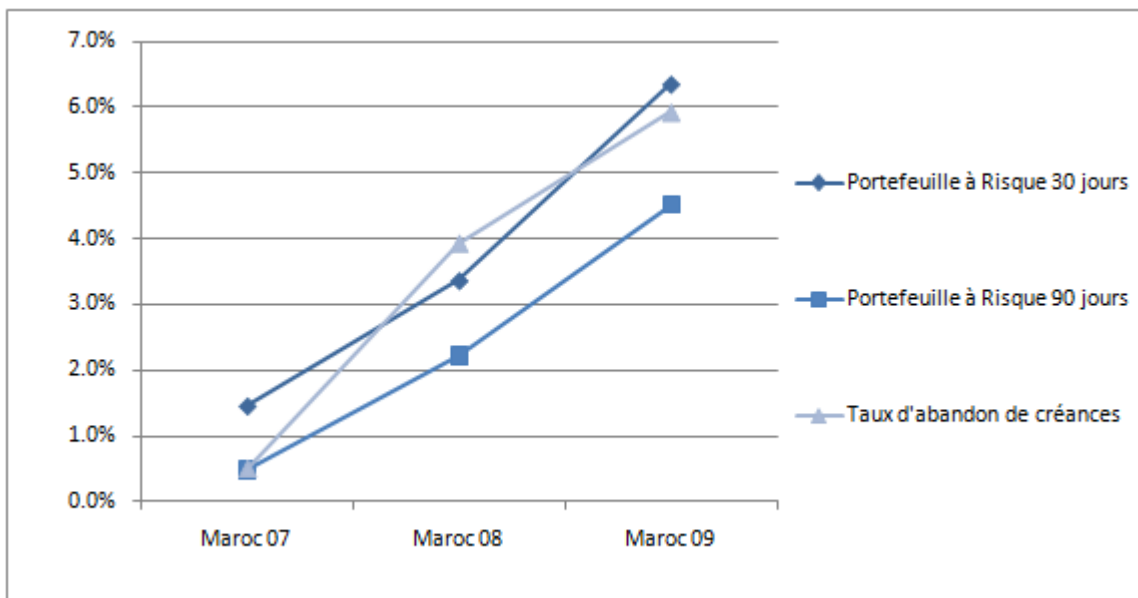


Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks.  
Les Résultats sont des médianes.

Autrefois l'un des plus forts de la région en termes de qualité du portefeuille, le secteur marocain a vu son PAR > 30 jours passer de 1,5 pour cent en 2007 à 6,4 pour cent en 2009 soit l'un des plus faibles au niveau régional et 1,8 pour cent au dessus de la moyenne mondiale. Début 2007, une augmentation du nombre de prêts non performants causée par des prêts multiples, des politiques de crédit laxiste, des systèmes d'information de gestion (SIG) obsolètes, et le manque de contrôles internes ont conduit à une détérioration de la qualité du portefeuille au Maroc en 2008 et une forte hausse des niveaux de portefeuille à risque.

Comme le montre la Figure 15, le niveau de PAR > 30 jours a plus que triplé entre 2007 et 2009. En réponse à la crise, le gouvernement marocain a pris de nombreuses mesures pour minimiser les dommages. L'une de ces mesures est le projet d'acquisition de la Fondation Zakoura par la Fondation Banque Populaire pour le microcrédit (FBPMC), justifié par un PAR 30 avoisinant les 30 pour cent pour la Fondation Zakoura. Par mesure de prudence, les IMF marocaines ont également commencé à échanger des renseignements de crédit sur des bases hebdomadaires pour identifier et contrôler les cas de prêts multiples.

Figure 15: Tendances du PAR > 30 jours et des Abandons de Créances au Maroc

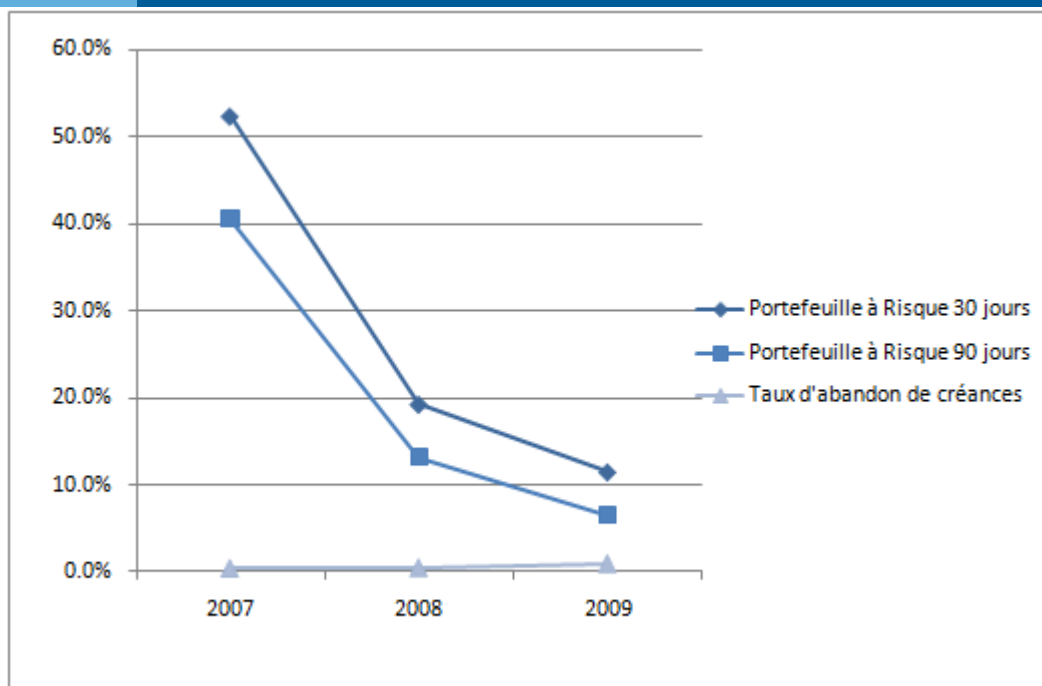


Source: MIX Market 2007-2009.

Le taux d'abandon de créances est passé de 0,5 pour cent à 5,9 pour cent entre 2007 et 2009, tandis que le ratio de couverture du risque a continué de baisser de 79 à 60 pour cent. D'ailleurs, en 2009 le Maroc dispose de l'un des ratios de couverture du risque parmi les plus bas de la région. Nous pouvons en déduire que même si les dotations aux provisions pour créances douteuses sont passées de 1 à 5 pour cent entre 2007 et 2009, cette augmentation de l'approvisionnement n'a pas été suffisante pour faire face à l'augmentation du risque encore plus élevée au cours de cette même période. Dès lors, le secteur marocain devrait envisager d'accroître ses niveaux de provisionnement dans le futur pour faire face à l'augmentation des risques auxquels est confronté le secteur.

Comme pour les autres pays de la région, nous remarquons que la qualité du portefeuille est restée globalement stable. Le Yémen peut se targuer d'avoir le ratio de PAR > 30 jours le plus bas de la région en 2009, à moins de 1 pour cent, suivi par l'Égypte à 1,2 pour cent, et de la Jordanie à 1,3 pour cent. En revanche, le marché palestinien dispose d'un ratio PAR > 30 jours parmi les plus hauts à 7,5 pour cent, malgré l'amélioration de la qualité du portefeuille au fil du temps comme illustré sur la figure 16. Les rapports PAR > 30 jours et PAR > 90 jours ont diminué d'environ 80 pour cent de 2007 à 2009. Pendant ce temps, le taux d'abandon de créances a légèrement augmenté, passant de 0,4 pour cent à 0,9 pour cent entre les années 2007 et 2009.

Figure 16: Tendances du PAR et des Abandons de Créances en Palestine (2007-2009)



Source: MIX Market 2007-2009.

Results are median and from a data set of 37 MFIs that provided information for 2007-2009

## Conclusion

En 2009, la microfinance dans la région arabe est restée unique de plusieurs façons. Alors que le secteur a continué de croître à des taux à deux chiffres, il n'a pas abandonné sa mission sociale et reste engagé à servir les populations à faible revenu et les femmes emprunteurs. Malgré la crise d'impayés qui a ravagé le secteur marocain et les situations de conflit dans un certain nombre de pays, la région conserve une qualité de portefeuille très élevée. En outre, l'augmentation des revenus financiers ainsi que des contrôles rigoureux des dépenses ont conduit la région à enregistrer les rendements les plus élevés par rapport au niveau mondial. Paradoxalement, toutefois, la région arabe a reçu le moins de financement transfrontalier de la part d'investisseurs. Ceci est particulièrement saisissant compte tenu du faible taux de pénétration et du potentiel de croissance et de développement du secteur ainsi que des niveaux de divulgation et de transparence accrus des institutions arabes.

L'absence de réglementations et de cadres juridiques clairs dans la région expliquent en partie le faible niveau d'investissements directs étrangers dans la région. En général, des lois et règlements clairs permettent de réduire certains risques opérationnels et institutionnels et, par conséquent, d'accroître l'attractivité d'un investissement. Bien que l'absence de réglementation claire puisse être perçue comme un risque par les investisseurs, l'existence d'une réglementation restrictive entraverait également la volonté d'investir dans ces marchés qui n'ont pas suffisamment recours à l'innovation et à la diversification des produits.

La plupart des pays de la région arabe, n'ont soit pas adopté de lois spécifiques pour la microfinance afin d'attirer des investisseurs ou bien ont entretenu des cadres réglementaires peu clairs et restrictifs. Néanmoins la situation commence à évoluer avec l'introduction de loi sur la microfinance en Syrie et au Yémen en 2008 et en Palestine et en Egypte en 2010. Alors que le secteur de la microfinance dans la région Moyen Orient continue de s'affirmer, il sera impératif d'élaborer des réglementations spécifiques à chaque pays et qui soit suffisamment souple pour permettre au secteur de se développer tout en fournissant des niveaux de surveillance et de communication d'informations suffisant pour assurer les droits des investisseurs et des clients. Il faut alors s'attendre à voir un afflux grandissant de fonds provenant d'investisseurs sociaux et commerciaux qui investissent plus volontiers dans une région pouvant remplir la promesse double objectif de résultats.

### Rédigé par:

**Ranya Abdel-Baki**  
**Directrice exécutive**  
**Sanabel - The Microfinance Network of Arab Countries**

**Shaimaa Zain**  
**Responsable department transparence**  
**Sanabel -The Microfinance Network of Arab Countries**

**Charles Cordier**  
**Analyste Senior, région arabe**  
**Microfinance Information Exchange**

\*MIX souhaite remercier le CGAP pour sa collaboration dans l'écriture de ce rapport et en particulier Monsieur Mohammed Khaled, représentant CGAP dans la région arabe.

## Performance Sociale<sup>1</sup>

Cette section évalue les différents aspects de la gestion des performances sociales telles qu'elles sont rapportées par les institutions de microfinance (IMF) de la région arabe au MIX au cours des deux dernières années. Elle fournit un cadre d'analyse de l'état actuel de la pratique de la performance sociale dans la région, sur la base des indicateurs de performance sociale choisis par le Groupe de Travail sur la Performance Sociale, et met en évidence les défis actuels dans la collecte des données et leur dissémination.

### Aperçu

Les données sur la performance sociale recueillies auprès de 24 IMF de la région MENA au cours des deux dernières années révèlent une région où les micro- et petites entreprises composent la principale cible de marché, avec un accent porté sur la clientèle féminine. Ces IMF comptent toutes la réduction de la pauvreté parmi leurs objectifs de développement prioritaires, même si l'assistance aux pauvres n'est pas un indicateur couramment utilisé. D'autre part, les IMF commencent à adapter leurs politiques internes et leurs systèmes au suivi des performances des indicateurs sociaux et à l'élaboration de politiques proactives en matière de formation du personnel sur la performance sociale et la protection des consommateurs. Globalement, toutefois, les indicateurs de performance sociale ne sont pas systématiquement utilisés et les IMF ont encore des difficultés à disséminer des informations sur les résultats réels liés à leur mission.

### Traduire la Mission Sociale en Résultats Tangibles

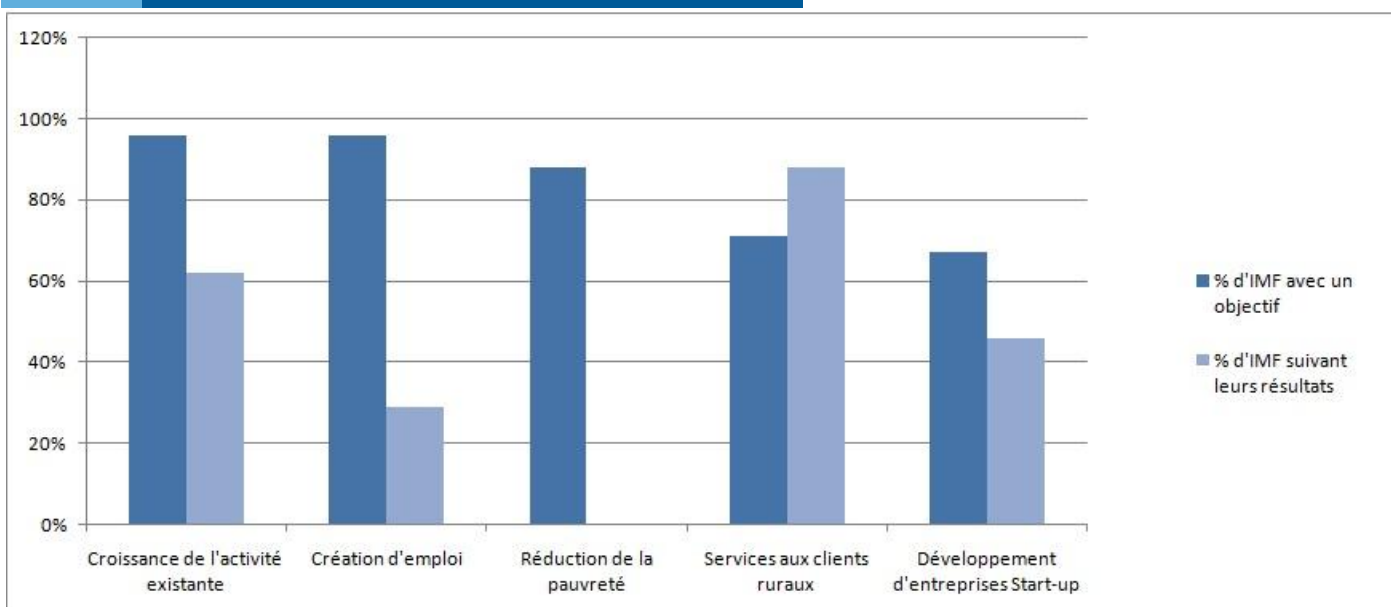
La majorité des IMF qui ont partagé leurs données sur la performance sociale étaient des ONG (17 au total). Ceci correspond au statut juridique dominant des IMF de la région. Parmi les autres types d'IMF on trouve 5 établissements financiers non bancaires, 1 banque et 1 agence des Nations Unies.

Au total, ces IMF ont représenté 41 pour cent de toutes

les institutions arabes partageant leurs renseignements financiers avec le MIX et couvre 8 pays, a Jordanie étant le plus actif dans la dissémination d'information. La plupart IMF participantes ont plus de 10 ans d'expérience dans la Microfinance et sont des micro- ou petites entreprises<sup>12</sup>. Ensemble, ils représentent environ 800.000 emprunteurs.

These MFIs reported employment creation and business growth as their top development goals, followed by poverty reduction. Most could report data on businesses financed but less than a third tracked information on employment creation. While poverty reduction was a goal for 88 percent, only 30 percent specifically mentioned targeting poverty in their mission statement. Poverty data are not commonly tracked in the region and only 4 MFIs could report data for clients below the poverty line at entry. Among these, 2 MFIs from the Occupied Palestinian Territories reported a median of 5 percent of clients below the national poverty line at entry<sup>13</sup>. The difficulty in tracking poverty data is due in part to the lack of availability of easy poverty scorecards in the region, such as the Progress out of Poverty Index (PPI™), at the time of reporting. The PPI™ is currently available in Egypt, Palestine, Morocco and Yemen but in fiscal year 2009 it was only available in Morocco and Yemen. One MFI in Morocco reported having tested it, although it did not report any measurements.

Figure 1: Objectifs de Développement et Suivi des Résultats



Source: MIX Market, 2008-2009. Note: IMF disposant d'un suivi des résultats se réfère à la capacité de l'IMF de communiquer des indicateurs liés aux objectifs de développement. La « réduction de la pauvreté » se réfère à la capacité de l'IMF de communiquer le nombre de ses clients qui sont au-dessus du seuil de pauvreté après 3 ans dans le programme

<sup>12</sup> Les Microentreprises emploient 5 employés ou moins. Les petites entreprises emploient entre 5 et 50 employés.

<sup>13</sup> Selon l'enquête sur les dépenses et la consommation en Palestine en 2007, environ 30 pour cent de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté.

Les femmes représentent la majorité des clients dans la région MENA (une moyenne de 62 pour cent), la plupart d'entre elles ont reçu un prêt sous forme de prêts de groupe (68 pour cent). Un nombre relativement faible d'IMF (38 pour cent) sont en mesure d'indiquer le nombre de clientes ayant réussi à passer de la méthodologie de crédit de groupe à celle de prêts individuels, et ce nombre est extrêmement faible (une valeur médiane de 5 pour cent). 71 pour cent des IMF considèrent l'autonomisation des femmes / l'égalité des sexes comme un objectif de développement et les services d'autonomisation offerts semblent correspondre à cet objectif<sup>14</sup>; 61 pour cent des IMF offrent de tels services. Le secteur de la Microfinance de la région MENA fournit une offre relativement restreinte au niveau de l'inclusion financière en termes de portée géographique, avec une clientèle rurale et semi-urbaine ne représentant que 31 pour cent de la population totale desservie. En outre, seulement 4 pour cent des IMF déclarent avoir ouvert une succursale où il n'y avait pas d'autres IMF et les clients servis dans ces zones ne représentent que 2 pour cent de la clientèle totale. Les réfugiés comptent parmi les autres groupes défavorisés avec 17 pour cent des IMF ayant des réfugiés palestiniens parmi leurs clients.

Le crédit reste le principal produit financier offert. 75 pour cent des IMF proposent des prêts aux PME et près de la moitié offrent aussi des prêts au logement et des prêts agricoles. 33 pour cent des IMF déclarantes offrent des prêts à la consommation, alors que seulement 17 pour cent offrent des prêts pour l'éducation. Les banques et institutions financières non bancaires

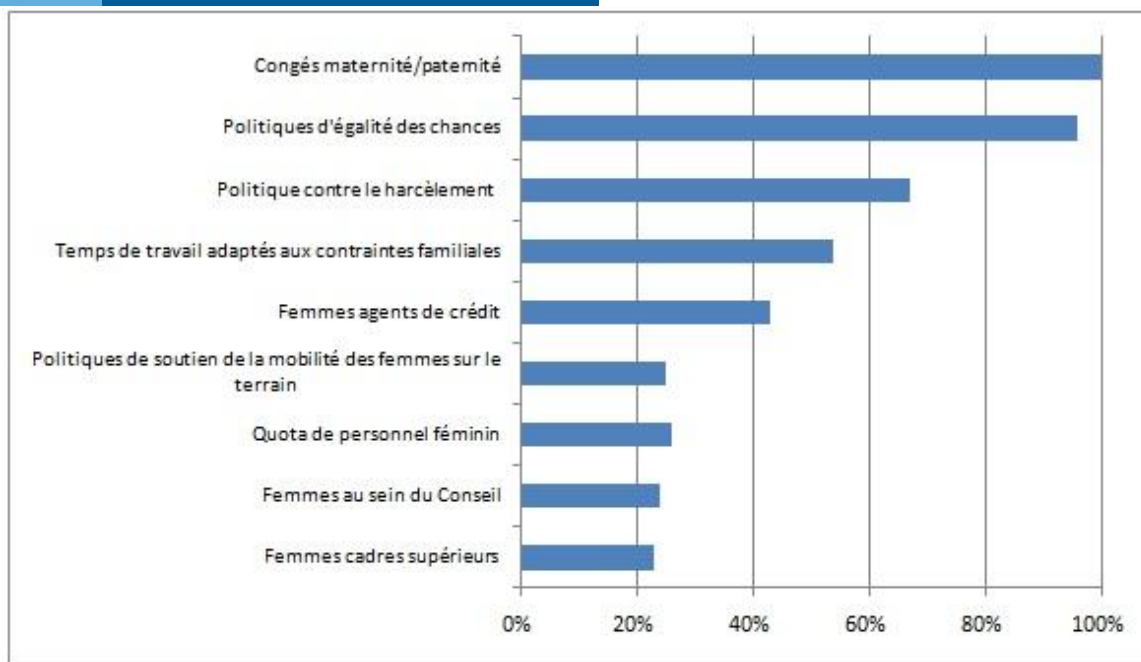
partageant leurs données de performance sociale offrent toute des produits d'épargne, tandis que 2 ONG offrent des services de facilitation de l'épargne. La moitié des IMF déclarantes offrent des produits d'assurance-vie de crédit, mais seulement 1 IMF fournit des produits d'assurance sur la base du volontariat. 54 pour cent des IMF offrent des services commerciaux et près de 45.000 clients ont bénéficié de ces services.

### Politiques et Procédures en Place pour Gérer la Performance Sociale

Une proportion croissante des institutions de Microfinance de la région ont reconnu la gestion des performances sociales comme une part importante des opérations. Cela se reflète dans le pourcentage élevé des IMF (71 pour cent) ayant effectué divers formations sur des thèmes liés à la performance sociale. Les sujets les plus communs pour ces formations sont l'orientation de la mission, les objectifs de développement, la prévention du surendettement et la communication avec les clients sur les prix<sup>15</sup>. Cependant, ceci n'est qu'une première étape car peu d'IMF (8 pour cent) ont créé un comité permanent de la performance sociale passant régulièrement en revue les problèmes de performance sociale.

Les structures de ressources humaines des IMF déclarantes ne reflètent que partiellement la tendance de la région MENA à prioriser des objectifs de développement entre les sexes. Les femmes représentent 36 pour cent du personnel et la majorité des agents de crédit, mais elles sont sous-représentées dans les postes de conseil et de gestion (Figure 2).

Figure 2: Dimensions genre des IMF



Source: MIX Market, 2009

<sup>14</sup> Les initiatives d'autonomisation des femmes identifiées dans le rapport de SPS sont: la formation pour les femmes d'affaires, les formations au leadership, l'éducation sur les droits des femmes et les conseils aux femmes victimes de violences.

<sup>15</sup> Les formations en gestion de la performance sociale dans la région ont été menées par le Réseau de Microfinance des Pays Arabes (Sanabel)

Plus de 80 pour cent des IFM déclarantes récompensent le personnel sur la base des réalisations des objectifs de performance sociale, en particulier en ce qui concerne la qualité du portefeuille et la capacité du personnel à attirer de nouveaux clients du marché-cible de l'institution. La rotation moyenne du personnel est de 14 pour cent et la quasi-totalité du personnel travaillant sur les opérations de Microfinance ont un poste permanent au sein de l'institution. Dans l'ensemble, les IFM ont recours à des pratiques de ressources humaines responsables, incluant majoritairement des pratiques pour assurer la sécurité du personnel, une échelle salariale claire et fondée sur les salaires du marché, des cotisations de retraite et des politiques anti-discriminations. La politique la moins communément employée est le droit pour le personnel de s'organiser en syndicat, mis en œuvre par seulement un quart des IFM.

Le taux d'abandon de clients<sup>16</sup> dans la région était de 37 pour cent en 2009 et 29 pour cent des IFM, en particulier au Maroc, ont déclaré avoir des clients ayant contracté des emprunts auprès d'autres institutions. Ces IFM ont indiqué qu'en moyenne 47 pour cent de leurs clients correspondaient à cette catégorie. Environ 33 pour cent des IFM de la région MENA appliquent un suivi régulier des clients sortants et 65 pour cent des IFM ont également indiqué avoir recours à des interviews de clients sortant à des fins de recherche de marché.

Globalement, les IFM de la région MENA semblent porter attention aux principes de protection des consommateurs, en particulier ceux concernant les politiques sur la prévention du surendettement et sur la tarification transparente et responsable (voir tableau sur les principes de la protection des consommateurs). 21 établissements de la région ont appuyé la campagne Smart. Cependant, seulement 30 pour cent des IFM ont déclaré avoir mis en place tous les principes de protection des consommateurs. Comme le souligne le rapport (section III), un cadre fonctionnel pour le partage des renseignements sur le crédit des clients est particulièrement important, en particulier pour prévenir le surendettement des clients. La mise en place de bureaux de crédit accompagnés de critères de déclaration obligatoires est une étape importante déjà entreprise par plusieurs pays de la région.

Un processus d'approbation des prêts qui évalue la capacité de remboursement de l'emprunteur est la mesure la plus largement utilisée par les IFM de la région MENA pour régler d'éventuels surendettement. Néanmoins, seulement 25 pour cent des IFM offrent des stages d'éducation financière à leurs clients, tandis que plus de 60 pour cent ont affirmé avoir mis en place un mécanisme pour traiter les plaintes des clients ou un code de conduite énonçant les pratiques de recouvrement de créances acceptables et inacceptables.

## Principes de Protection des Consommateurs

Principes de protection des consommateurs	IMF déclarant utiliser ces politiques
Prévention du surendettement	71%
Tarification transparente et responsable	75%
Pratiques de recouvrement de créances acceptables	50%
Confidentialité des données clients	50%
Mécanismes de traite des plaintes des clients	46%
Code éthique pour le personnel	67%

## Conclusion

La dissémination des informations de performance sociale par les IFM de la région MENA a connu des résultats mitigés. D'une part les IFM ont rarement suivis les indicateurs de portée (mis à part pour les femmes et la zone géographique), d'autre part elles sont de plus en plus conscientes de l'importance de la gestion de la performance sociale, en particulier en ce qui concerne la protection des consommateurs. Malgré cela, le chemin à parcourir est encore long avant que la région MENA puissent rapporter des données qui soient comparables d'un pays à l'autre. Comme d'autres régions l'ont prouvé, les réseaux régionaux peuvent jouer un rôle fondamental dans la formation et la sensibilisation à l'importance de la gestion des performances sociales. Le Réseau de la microfinance des pays arabes (Sanabel) en particulier, est déjà actif dans la formation de la performance sociale et, par ailleurs, des audits sociaux ont été mis en place dans plusieurs IFM de la région. L'amélioration de l'inclusion financière est essentielle pour la réalisation des objectifs de développement identifiés par les IFM comme la création d'emplois, et pour augmenter les revenus et réduire la pauvreté. Comme mentionné ci-dessus, l'assistance aux plus démunis était l'indicateur le plus difficile à mesurer en 2009. Toutefois, cela pourrait changer l'année prochaine avec la plus grande disponibilité de l'indicateur PPI<sup>TM</sup> dans la région et avec un plus grand nombre d'IFM mesurant les effets sur leurs clients de leurs initiatives contre la pauvreté.

Pour afficher les données de performance sociale des IFM déclarantes, veuillez visiter:

<http://www.mixmarket.org/social-performance-data>

Rédigé par:

Micol Pistelli

Manager en charge des Performances Sociales  
Microfinance Information Exchange

<sup>16</sup> La formule utilisée pour calculer le taux d'abandon de clients est: (clients au début de la période + nouveaux clients - clients à la fin de la période)/clients au début de la période.

## IMF rapportant leurs données de Performance Sociale

AHLI Microfinancing Company Ltd (AMC)	Jordanie
Al Amal Microfinance Bank	Yémen
Al-Thiqa	Irak
AMOS	Maroc
INMAA	Maroc
Palestine for Credit & Development "FATEN"	Palestine
ABA	Égypte
Ameen	Liban
CFH Iraq	Irak
Makhzoumi	Liban
Dakahlya Businessmen Association for Community Development (DBACD)	Égypte
Ryada	Palestine
FBPMC	Maroc
Alwatani	Jordanie
Aden	Yémen
Microfund for Women	Jordanie
Development and Employment Fund	Jordanie
Tamweelcom	Jordanie
FINCA Jordan	Jordanie
ENDA	Tunisie
Al Majmoua The Lebanese Association for Development	Liban
UNRWA Microfinance Programme	Palestine
AMSSF	Maroc
NAMAA	Yémen

Groupe de Pairs	Définition	Description
<b>Pays</b>	Egypte (13 IMF)	IMF Egyptienne
	Jordanie (8 IMF)	IMF Jordanienne
	Maroc (10 IMF)	IMF Marocaine
	Palestine (8 IMF)	IMF Palestinienne
	Yémen (6 IMF)	IMF Yémenite
	Region MENA sans le Maroc (45 IMF)	Toutes les IMF à l'exception des marocaines
<b>Autonomie</b>	ASF MENA (38 IMF)	Auto-suffisance financière ≥ 100 %
	Non ASF MENA (17 IMF)	Auto-suffisance financière < 100 %
<b>Echelle</b>	MENA Petite (24 IMF)	IMF arabe disposant d'un encours brut de prêts < 2 millions USD
	MENA Moyenne (15 IMF)	IMF arabe disposant d'un encours brut de prêts entre 2 et 8 millions USD
	MENA Grande (16 IMF)	IMF arabe disposant d'un encours brut de prêts > 8 millions USD
<b>Echelle (portée)</b>	MENA Petite (24 IMF)	Nombre d'emprunteurs < 10,000
	MENA Moyenne (15 IMF)	Nombre d'emprunteurs ≥ 10,000 et < 30,000
	MENA Grande (16 IMF)	Nombre d'emprunteurs > 30,000

**Benchmarks 2009 - 55 IMF**  
**IMF incluses dans les données de tendances 2007-2009 - 37 IMF (noms en italique)**

Egypte	<i>ESED, Lead Foundation, SBACD, IDDA, SCDA, ABA, ABWA, FMF, DBACD, Al Tadamun, CEOSS, RADE, ASBA</i>
Irak	<i>Al-Thiqa</i>
Jordanie	<i>MEMCO, Tamweelcom, AMC, DEF, Alwatani, MFW, FINCA-JOR, UNRWA</i>
Liban	<i>AL Majmoua, Makhzoumi, Ameen</i>
Maroc	<i>FBPMC, FONDEP, Zakoura, AMOS, AMSSF/MC, Al Karama, INMAA, ARDI, Al Amana, ATIL</i>
Palestine	<i>UNRWA, Al Rafah Bank, FATEN, PARC, ASALA, ACAD, Reef, Ryada</i>
Soudan	<i>BRAC-SS, PASED, FSL</i>
Syrie	<i>FMFI Syria, UNRWA-SYR</i>
Tunisie	<i>Enda</i>
Yémen	<i>Abyan, Al Awael, NMF, Azal, Aden, SFSD</i>

Anderson, Laura, "Government of Sudan Issues Directives Requiring Banks to Allocate 12 Percent of Portfolio to Microfinance", MicroCapital.org, 1 Mai 2009.

<http://www.microcapital.org/microcapital-story-government-of-sudan-issues-directives-requiring-banks-to-allocate-12-percent-of-portfolio-to-microfinance/>

"Creova, BIAT and Tunisiana announce the launch of Mdnar© the first Mobile Payment Service in North Africa", 15 Fevrier, 2010.

<http://creova.com/index.php/actualites/31/61/february-2010-creova-biat-and-tunisiana-announce-the-launch-of-mdinar-the-first-mobile-payment-service-in-north-africa>

Bloomberg.com <http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:4c-7fBcjGBsJ:english.mubasher.info/CASE/News/NewsDetails.aspx%3FNewsID%3D656820%26src%3DG+egypt+and+m+obile+banking+and+central+bank+and+regulations&cd=2&hl=en&ct=clnk&gl=eg>

Note du CGAP, "Ascension, Chute, et Convalescence de la Microfinance au Maroc", Décembre 2009.

Autorité de Surveillance Financière Egyptienne (ASFE), "EFSA launches the Draft General Rules for Microfinance Companies for Consultation", 24 Novembre, 2010.

[http://www.efsa.gov.eg/content/efsa2\\_en/EFSA%20News\\_en/News80\\_en.htm](http://www.efsa.gov.eg/content/efsa2_en/EFSA%20News_en/News80_en.htm)

Microfinance Focus, "Jordan's Microfund for Women launches Microinsurance Product 'CareGiver'", 29 Juin 2010.

<http://www.microfinancefocus.com/news/2010/06/29/jordan%e2%80%99s-microfund-for-women-launches-microinsurance-product-caregiver/>

"Mobile Market Review, Egypte 2009"

<http://www.scribd.com/doc/13083805/Mobile-Market-Review-Egypt-2009>

[http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pn/infosheet/IS3\\_Syria.pdf](http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pn/infosheet/IS3_Syria.pdf)

Ramadan, Amr, "Egypt boasts 60.2 mln mobile subscribers", Daily News Egypt, 13 Octobre 2010.

<http://thedailynewsegypt.com/index.php/Business/IT-Telecom/egypt-boasts-602-mln-mobile-subscribers.html>

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Bureau Regional pour les Etats Arabes (BREA), "Development Challenges For The Arab Region: A Human Development Approach", Volume 1, 2009.

[http://204.200.211.31/contents/file/DevChallenges\\_Report\\_Vol01\\_Eng.pdf](http://204.200.211.31/contents/file/DevChallenges_Report_Vol01_Eng.pdf)